Spedizione in abbonamento postale

Anno 94° — Numero 27

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Martedì, 3 febbraio 1953

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale" veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa") e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa") sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1952

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 luglio 1952, n. 4432.

Esecuzione dell'Accordo commerciale e di pagamenti fra l'Italia e la Turchia concluso ad Ankara il 24 gennaio 1952.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro, per le finanze, per il commercio con l'estero e per l'industria e commercio;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi ad Ankara, tra l'Italia e la Turchia, il 24 gennaio 1952:

a) Accordo commerciale e relativi scambi di Note;
b) Accordo di pagamento e relativi scambi di Note;
c) Annesso all'Accordo di pagamento;
d) Protocollo;
e) Annesso al Protocollo.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 15 febbraio 1952.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA —
VANONI — LA MALFA —
CAMPILLI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 gennaio 1953
Atti del Governo, registro n. 74, foglio n. 114. — [illegible]

Accord de commerce entre l'Italie et la Turquie

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Turc, désireux de développer dans le cadre de la collaboration économique européenne les échanges commerciaux entre les deux Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Les Parties Contractantes appliqueront aux produits originaires et en provenance de leurs territoires respectifs toutes les mesures prises ou à prendre conformément aux décisions de l'O.E.C.E.

Toutes les mesures de libération prises ou à prendre à la suite desdites décisions, s'appliqueront donc automatiquement aux marchandises originaires et en provenance de l'Italie et du territoire de la Somalie sous administration italienne d'une part, et de la Turquie d'autre part.

Article 2

Le Gouvernement Turc donnera les autorisations nécessaires pour l'importation en Turquie des marchandises figurant dans la Liste *A* ci-annexée jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont assignées à chacune des marchandises; de son côté, le Gouvernement Italien s'engage à délivrer les licences d'exportation ou toutes autres autorisations nécessaires au moins jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées pour chacune d'entre elles, dans la Liste *A* annexée au présent Accord.

Le Gouvernement Italien donnera les autorisations nécessaires pour l'importation en Italie des marchandises figurant dans la Liste *B* ci-annexée jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont assignées à chacune des marchandises; de son côté le Gouvernement Turc s'engage à délivrer les licences d'exportation ou toutes autres autorisations nécessaires, au moins jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées, pour chacune d'entre elles, dans la Liste *B* annexée au présent Accord.

Les marchandises ne figurant pas dans les Listes *A* et *B* et qui n'ont pas été ou qui n'auront pas été libérées, ainsi que celles dont les contingents des listes susdites seraient épuisés pourront, pendant la validité du présent Accord, être exportées ou importées de part et d'autre, à condition d'obtenir l'autorisation préalable des autorités compétentes des deux Pays.

Article 3

En ce qui concerne les marchandises qui ont fait l'objet des mesures de libération et ne sont pas reprises aux Listes *A* et *B*, les deux Parties Contractantes s'engagent à délivrer les licences d'exportation ou toutes autres autorisations nécessaires jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées respectivement dans les Listes *C* et *D* annexées au présent Accord.

Article 4

Les autorités compétentes des deux Pays adopteront toutes mesures propres à faciliter l'utilisation effective des contingents repris aux Listes *A*, *B*, *C* et *D* ci-annexées.

Article 5

Au cas où une des Parties Contractantes serait amenée à prendre, par suite d'engagements internationaux de caractère multilatéral, de nouvelles mesures pour limiter ou répartir ses exportations, des consultations auront immédiatement lieu entre les Parties en vue de mettre en harmonie les dispositions du présent Accord avec les engagements dont il s'agit.

Article 6

Il sera institué une Commission mixte composée des délégués des Gouvernements Italien et Turc qui sera chargée de veiller au bon fonctionnement du présent Accord et faire toutes propositions y relatives, ainsi que celles visant à la révision des listes de contingents, par rapport surtout aux décisions qui pourraient éventuellement être prises au sein de l'O.E.C.E. en matière de libération des échanges et de paiements multilatéraux.

La Commission mixte se réunira à la demande du Président de l'une des deux délégations formant cette Commission.

Article 7

Au cas où, par suite de la suppression des restrictions quantitatives à l'importation en Italie ou en Turquie se produiraient de graves troubles économiques ou sociaux dans un des Pays visés aux articles 1 et 2 du présent Accord, chaque Partie Contractante aura le droit en tout temps de prendre les mesures d'urgence qui s'imposeraient et de demander que la Commission mixte instituée par l'article 6 du présent Accord se réunisse dans le plus bref délai afin de procéder aux ajustements nécessaires du régime convenu.

Article 8

Les paiements relatifs aux échanges commerciaux qui seront effectués pendant la durée de validité du présent Accord seront réglés d'après les dispositions conclues entre les deux Pays en cette matière.

Article 9

Les transactions commerciales approuvées par les deux Gouvernements avant la mise en vigueur du présent Accord, d'après les dispositions de l'Accord du 10 novembre 1948, ainsi que les autres opérations de compensation privées et celles en devises libres approuvées par les deux Gouvernements et encore en cours d'exécution, seront liquidées conformément aux dispositions qui leur étaient applicables dans chacun des deux Pays au moment de leur approbation. Elles seront effectuées en dehors des contingents fixés dans les Listes *A*, *B*, *C* et *D* annexées au présent Accord.

Article 10

Les transactions approuvées pendant la validité du présent Accord par les Autorités compétentes des deux Pays et non achevées à l'expiration de celui-ci seront liquidées conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 11

Pour les marchandises expédiées de part et d'autre, après la mise en vigueur du présent Accord, chacune des Parties Contractantes aura le droit d'exiger un certificat d'origine conforme au modèle ci-annexé, qui sera délivré par les Autorités du Pays exportateur.

Pour les envois dont la contrevaleur ne dépasse pas 100 Ltqs. ou l'équivalent en une autre monnaie, le certificat d'origine ne sera pas requis.

Art. 12.

Le présent Accord entrera en vigueur le 15 février 1952 et prendra fin le 31 mai 1953. Il remplacera l'Accord de Commerce entre l'Italie et la Turquie du 10 novembre 1948 qui conséquemment sera abrogé.

S'il n'est pas dénoncé par un préavis de trois mois avant la date de son échéance, il sera considéré comme renouvelé par tacite reconduction pour des périodes annuelles.

Fait à Ankara, en français et en double exemplaire, le 24 janvier 1952.

Pour le Gouvernement Turc
FATIN RÜSTÜ ZORLU

Pour le Gouvernement Italien
LUCA PIETROMARCHI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

CERTIFICAT D'ORIGINE

Expéditeur	*Destinataire*
Nom	Nom . . . .
Domicile	Domicile . . . . . .
Rue	Rue . . . .

Nature de la marchandise . . . .
Mode d'emballage . . . .
Nombre des colis . . . .
Marque N° . . . .
Poids brut . . . . Kgs.
Valeur . . . .
Voie d'expédition . . . .

Conformément aux dispositions de l'Accord de Commerce entre l'Italie et la Turquie du . . . 1952 (*Pour l'Italie*: l'« Ufficio Provinciale Industria e Commercio ») (*Pour la Turquie*: la « Chambre de Commerce de . . ») certifie que les marchandises spécifiées ci-dessus sont d'origine: { italienne / turque }

. . . . . . le 195

LISTE A

MARCHANDISES ITALIENNES NON LIBEREES A L'IMPORTATION EN TURQUIE (1)

No. d'ordre	No. du tarif Turc	No. de statistique	MARCHANDISES	Contingents en dollars USA
1	106 108	379-383 389, 390	Tissus de laine, de crin et de poil	500.000
2	111 139 144 380 387	393 457, 458 466 1324-1327 ex 1333	Passementeries et tulles de toutes espèces	30.000
3	115	409 ex	Seulement feutres et articles en feutre utilisés dans les machines et l'industrie (grossiers enduits de goudron)	10.000
	115	411 ex	Idem (teints)	
	115	412 ex	Articles en feutre et feutres utilisés dans les machines et l'industrie (non dénommés ailleurs)	
4	125 126	430 433	Cloches et chapeaux en feutre	300.000
5	132	445 ex	Fils de soie artificielle, plus gros que les 400 d.	250.000
6	135		Etoffes utilisées dans la fabrication de corsages	5.000
7	. .	. . .	Graines de fleurs, de légumes etc., oignons de fleurs	*p. m.*
8	258 259	769 ex 778 ex 775 *a* ex	Arbres, plantes de fleurs vivantes	5.000
9	285 288	970, 971 979 ex	Bois de placages et panneaux en fibre de bois (Facsite et simimailieres)	150.000
10	289 295 296 300 301 302 306	981 998 ex, 999 1000 ex 1008 ex 1009 1010 1019 ex	Produits en bois	100.000
11	292	989 ex	Maisons démontables de toutes sortes et leurs accessoires	200.000
12	307	1023, 1029	Articles de brosserie	10.000
13	316	1051 ex	Couffins pour l'emballage de marchandises destinées à l'exportation	25.000
14	324 341 342	1070 1111 ex 1113 ex, 1114 ex	Papiers d'emballage et cartons	100.000
15	332	1091, 1092	Papiers et cartons de verre, d'émeri et de sable et autres papiers et cartons destinés au polissage	50.000
16	340	1106-1108	Papiers à sigarettes	500.000
17	346 353 357 361 363	1140, 1141 ex 1147 ex, 1148 ex 1155 ex 1158 ex, 1159 ex	Ouvrages en papier et en carton et autres articles imprimés et sacs pour ciment	20.000
18	366 368 360	(1173-1176) ex (1180-1185) ex (1186-1191) ex	Fils de coton	2.000.000
19	371	1201 ex, 1202 ex	Fils en bobines	200.000
20	372 391 415	1204 1345 ex 1400 ex	Fils pour filets et filets en coton et en chanvre	300.000

(1) Les marchandises visées par cette liste sont uniquement celles figurant sur la liste IV sections *B*, *C*, *D*, reprises dans le régime turc en vigueur au moment de la signature du présent Accord.

No. d'ordre	No. du tarif Turc	No. de statistique	MARCHANDISES	Contingents en dollars USA
21	377 378 379	1210 ex, 1211 ex, 1225-1227, 1229-1231 1243, 1248, 1249 1257, 1264, 1269, 1271, 1272, 1274, 1284, 1285, 1288, 1291, 1292, 1294, 1295, 1299, 1303, 1303*a*, 1304, 1304*a*, 1307, 1307*a*, 1309, 1309*a*, 1310, 1310*a*, 1311, 1313, 1313*a*, 1318*a*, 1320, 1320*a*	Tissus de coton	5.000.000
22	442 446 447 448 449 859	1451 1461, 1462 1463 ex 1465-1467, 1469 ex 1470, 1471 1474 3327 ex	Bottes et joints en caoutchouc Articles hygiéniques et sanitaires en caoutchouc	250.000
23	400	1362	Mouchoirs de coton	50.000
24	412 413	1390 ex, 1391 ex, 1394 ex, 1395 ex 1397 ex	Fils en lin, en chanvre et en autres matières textiles végétales	125.000
25	414	1398 ex, 1399	Ficelles et cordages en chanvre	25.000
26	417 418 421 425	1404 1411, 1412 1415, 1419, 1420 1427 ex	Tissus et toiles en chanvre et en lin, toiles à tente, à voile et grossières	250.000
27	450 451 455	1475 1476 ex, 1477 ex 1491 ex	Toiles cirées et goudronnées, baches, mesures pour tailleurs	100.000
28	461	1512	Ardoises découpées et ouvrées	50.000
29	469	1531-1533, 1536, 1537	Ciment	500.000
30	481 483 485 486 487 488 490	1576, 1577, 1580, 1581 ex 1587, 1588 1591-1594 1596 1597 ex, 1600 ex, 1603 ex 1614 ex, 1615 ex 1619 ex	Carreaux et autres articles et objets en faïence, en porcelaine et en autres matières similaires	200.000
31	494 495 488 502 514	1627 ex 1631 1641-1643 1650 ex 1698	Isolateurs en verre de toutes sortes, verres de lampes, glaces à miroir et pour vitrine, bouteilles et ampoules pour spécialistes	200.000
32	505	1656 ex	Ampoules électriques	50.000
33	510 567	1662 ex *2013, 2014*	Boutons et similaires	50.000
34	515	1701 ex	Tubes en verre, fioles à bec et bouteilles à compte-gouttes	5.000
35	532 538 548 549 550 552 553 564	1810, 1811, 1814 1849, 1851, 1852 ex, 1855, 1855 *a* 1887, 1888 1889 ex, 1890 ex 1891, 1892, 1893 ex (1904-1912) ex 1914 ex 2003, 2004	Quincailleries et autres produits divers en fonte, en fer et en acier, même combinés avec d'autres matières	180.000
36	535	1819-1822, 1824, 1827, 1829 *e* 1830, 1832, 1833	Poêles, cuisinières et fourneaux à pétroles, à gaz, à électricité, etc. et leurs rechanges et foyers	50.000

No. d'ordre	No. du tarif Turc	No. de statistique	MARCHANDISES	Contingents en dollars USA
37	536 537	1835 1836	Coffres-forts et meubles pour bureaux en fer . . .	50.000
38	539 564 568	1861, 1862 ex, 1864 ex, 1867, 1868 1990 ex, 1995 2015 ex, 2016 ex	Articles de coutelleries, fourchettes et cuillers, nécessaires de ménage, nécessaires de manucure, rasoirs de sureté	75.000
39	558	1962, 1963, 1965	Câbles et conducteurs électriques	100.000
40	559 566	1969-1974 2010-2012	Objets de passementerie et quincaillerie en cuivre . .	50.000
41	569	2025 *a* ex, 2027 *a* ex, 2027 *c* ex, 2027 *f* ex	Articles en aluminium	50.000
42	599 601 602 603 604 606 607 608 609 611 612	2151-2153 2155-264 2165, 2166, 2167 ex, 2168 2169-2175 2177-2181 2183 ex, 2184 2185-2190, 2191 ex 2197, 2198 ex 2199 2200 2202 ex 2203 ex	Accordéons et autres instruments de musique et leurs rechanges et accessoires, disques de gramophones	200.000
43	633	2247 ex, 2248, 2249	Balances et bascules	100.000
44	635 636 637 638 639	2253-2255 2256-2258 2259-2261 2263, 2264 2266-2268	Armes et munitions	100.000
45	642 643 644 645	2272-2274 2275-2277 2278 2279, 2280	Matières explosives	50.000
46	652	2311	Ventilateurs, aspirateurs et articles similaires . .	10.000
47	657 659 660 662	2340 ex 2368 2372 2381	Machines diverses	50.000
48	664	2383, 2401, 2404, 2405, 2407, 2410, 2417, 2419, 2421 ex	Machines, outils et instruments agricoles . .	200.000
49	703	2558, 2559, 2562	Encres stylographiques et crayons	10.000
50	704 708	2563-2568, 2569 ex, 2570 ex, 2571 ex 2578	Couleurs, vernis, laques et peintures de toutes espèces	200.000
51	711	2630	Soude caustique ordinaire	*p. m.*
52	745	2945	Soufre raffiné	10.000
53	745	2947	Sulfure de carbone	50.000
54	749 768 776 798 801 810 822	2965-2969 3035, 3036 3055 3085 3090 3091 3171 ex 3226	Produits chimiques et pharmaceutiques tels que créosote et ses sels, acétone, collodium trinitrine, nitrate d'amyle, cantaride, tournesol, perhydrol, eau oxygénée concentrée, papavérine	10.000

No. d'ordre	No. du tarif Turc	No. de statistique	MARCHANDISES	Contingents en dollars USA
55	754	2990 *b* ex, 2991 *a* ex, 2993 ex, 2993 *a*, 2993 *b*, 2993 *c*	Produits chimiques divers	100.000
	755	2997 ex		
	756	2998		
	758	3012		
	761	3020		
56	763	3022	Produits pharmaceutiques et spécialités médicinales	300.000
	771	3045		
	798	3086		
	799	3088		
	804	3100-3105		
	857	3317 ex		
57	93	265 ex	Produits divers non dénommés ailleurs, tels que: lingeries en laine et faux-cols, ventrières hygiéniques, raquettes de tennis, gants en peau pour usage technique, becs de lampes, lampes de mineurs . .	50.000
	118	418 ex		
	119	420 ex		
	120	421 ex; 422 ex		
	312	1043, 1044		
	394	1351 ex		
	424	1424 ex		
	481	1582 ex		
	564	1992		
58			Autres marchandises . .	100.000

LISTE *B*

MARCHANDISES TURQUES NON LIBERÉES A L'IMPORTATION EN ITALIE

No. d'ordre	MARCHANDISES	Quantité	
1	Porcs vivants	têtes	1.000
2	Poissons frais et congelés	tonnes	10.000
3	Noyaux de fruits	»	200
4	Fruits secs	»	300
5	Volonnée	»	4.000
6	Alpiste et millet	»	2.000
7	Echarnure	»	100
8	Epautre	»	1.500
9	Graines de chanvre	»	300
10	Noix de galle	»	50
11	Amiante	»	500
12	Peaux de petit bétail semi-ouvrées	dollars USA	50.000
13	Huile d'olive	tonnes	1.500
14	Autres huiles végétales	»	200
15	Opium	*p. m.*	
16	Tabac	»	500
17	Autres marchandises	dollars USA	600.000

LISTE C

MARCHANDISES ITALIENNES DONT L'IMPORTATION EST LIBÉRÉE EN TURQUIE

(Engagement italien d'accorder des autorisations d'exportation) (1)

No. d'ordre	No. du tarif Turc	MARCHANDISES	Contingents en dollars USA
1	157	Riz pour ensemencement . .	T. 500
2	281	Matières plastiques obtenues par voie de composition et articles en ces matières	50.000
3	341	Cartons pressés et durcis (machés, vucanisés)	25.000
4	444, 445	Pneus, chambres à air, bandages et autres articles en caoutchouc	2.000.000
5	477	Cordes, ficelles, fils et autres en amiante	25.000
6	523, 524, 528, 531, 550, 551	Produits en fer, en fonte et en acier (Nos de statistique turc: 1765, 1766, 1767, 1786, 1787, 1789, 1809, 1893, 1896, 1899, 1902)	300.000
7	558, 560, 563, 564, 565	Produits en cuivre (Nos de statistique turc 1964, 1966, 1967, 1975, 1976, 1985, 1986, 2006, 2007)	150.000
8	569	Aluminium et ses produits (Nos de statistique turc: 2021/*a*, *b*, *c*, 2022/*a*, 2024/*a*	200.000
9	574	Zinc et ses alliages (No de statistique turc 2051)	200.000
10	617	Films roentgen	100.000
11	620	Appareils roentgen et autres instruments et appareils électriques utilisés dans la médecine, médecine vétérinaire et leurs parties	50.000
12	621	Autoclaves de toutes sortes, étuves pour bactériologie et laboratoires de chimie	25.000
13	625	Instruments techniques, instruments d'arpentage et de triangulation instruments de mathématique de physique, d'astronomie et de météorologie	100.000
14	626	Appareils et instruments de médecine vétérinaire .	50.000
15	632	Appareils de pesage	25.000
16	634	Autres instruments et appareils	5.000
17	648	Chaudières à vapeur	100.000
18	649	Machines actionnées par toutes especes de force motrice (avec leurs chaudières)	200.000
19	650	Tracteurs industriels	100.000
20	651	Moteurs actionnés par l'eau, l'air, le pétrole, la benzine et les dérivés du pétrole ou par d'autres forces à l'exclusion de l'électricité, monté ou non montés	400.000
21	652	Moteurs électriques, dynamos, transformateurs, commutateurs, résistances, bobines, bougies, magnétos, convertisseurs et similaires, montés ou non montés	500.000
22	656, 657	Machines pour la fabrication du papier et machines textiles	1.000.000
23	658	Machines-outils	1.000.000
24	659, 660, 661	Autres machines	250.000
25	664	Tracteurs, machines et appareils agricoles de toutes sortes	2.500.000
26	665	Pompes de toutes sortes	100.000
27	666	Machines de meunerie, machines à pétrir, machines à fabriquer et à préparer du macaroni, du sucre, des saucisses, machines réfrigérantes, machines à remplir et laver les bouteilles, machines à torrifier, à moudre, etc.	1.000.000
28	667, 668, 669, 671	Voitures automotrices de toutes sortes	1.000.000
29	681	Wagons de charge et wagons-ateliers de toutes sortes, wagons-grues, wagonnettes	200.000
30	682, 683	Bateaux à vapeur et moteurs	*p. m.*
31	700, 702, 703, 706, 707, 709	Couleurs et vernis	500.000
32	710-853	Produits chimiques, pharmaceutiques et médicinaux	500.000

(1) Les marchandises visées par cette liste sont uniquement celles figurant sur les listes de libération turques.

LISTE D

MARCHANDISES TURQUES DONT L'IMPORTATION EST LIBÉRÉES EN ITALIE

(Engagement turc d'accorder des autorisations d'exportation)

Minerai de chrome	T 25.000
Cuivre	2.000
Minerai de manganèse	» 7.000
Laine	1.000
Minerai de fer (selon possibilité)	» *p. m.*

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

Me référant à la liste de contingents annexée à l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui, où le contingent d'opium porte la mention *P. M.*, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement Italien a l'intention d'acheter en Turquie selon les dispositions de l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui, une quantité annuelle d'opium d'une valeur approximative de 300.000 (trois cents mille) Dollars U.S.A. Il reste entendu que le Gouvernement Turc facilitera l'exportation en Italie de cette quantité d'opium dans le cadre des dispositions du Bureau International des Stupéfiants et de ses possibilités d'exportation.

Je Vous serais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement Turc sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

LUCA PIETROMARCHI

Son Excellence
Monsieur Fatin Rüstü ZORLU,
Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération Economique Internationale
Président de la Délégation Turque — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

« Me référant à la liste de contingents annexée à l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui, où le contingent d'opium porte la mention *P. M.*, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement Italien a l'intention d'acheter en Turquie selon les dispositions de l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui, une quantité annuelle d'opium d'une valeur approximative de 300.000 (trois cents mille) Dollars U.S.A. Il reste entendu que le Gouvernement Turc facilitera l'exportation en Italie de cette quantité d'opium dans le cadre des dispositions du Bureau International des Stupéfiants et de ses possibilités d'exportation.

Je Vous serais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement Turc sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord du Gouvernement Turc sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

FATIN RÜSTÜ ZORLU

Son Excellence
Monsieur le Comte Luca PIETROMARCHI
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire d'Italie
Président de la Délégation Italienne — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que les marchandises figurant dans la liste III du Régime de Commerce Extérieur Turc pourront aussi être exportées en Italie conformément aux clauses de ce même régime pour autant que ce dernier restera en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

FATIN RÜSTÜ ZORLU

Son Excellence
Monsieur le Comte Luca PIETROMARCHI
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire d'Italie
Président de la Délégation Italienne — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

« Me référant à l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que les marchandises figurant dans la liste III du Régime de Commerce Extérieur Turc pourront aussi être exportées en Italie conformément aux clauses de ce même régime pour autant que ce dernier restera en vigueur ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

LUCA PIETROMARCHI

Son Excellence
Monsieur Fatin Rüstü ZORLU,
Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération Economique Internationale
Président de la Délégation Turque — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que l'Italie serait désireuse d'acheter de la Turquie une quantité de coton non inférieure à 15.000 (quinze mille) tonnes et des quantités de graines oléagineuses, peaux brutes, œufs, légumes secs non moins inférieures à ses achats des années précédentes.

J'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que dans le cas où, pour une raison quelconque, les autorités turques seraient amenées à revenir sur le régime en vigueur de libre exportation, le Gouvernement Turc

se propose de considérer avec un esprit de large bienveillance l'octroi des licences d'exportation pour ces produits.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

FATIN RÜSTÜ ZORLU

Son Excellence
Monsieur le Comte Luca PIETROMARCHI
Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire d'Italie
Président de la Délégation Italienne — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que l'Italie serait désireuse d'acheter de la Turquie une quantité de coton non inférieure à 15.000 (quinze mille) tonnes et des quantités de graines oléagineuses, peaux brutes, œufs, légumes secs non moins inférieures à ses achats des années précédentes.

J'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que dans le cas où, pour une raison quelconque, les autorités turques seraient amenées à revenir sur le régime en vigueur de libre exportation, le Gouvernement Turc se propose de considérer avec un esprit de large bienveillance l'octroi des licences d'exportation pour ces produits ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

LUCA PIETROMARCHI

Son Excellence
Monsieur Fatin Rüstü ZORLU,
Secrétaire Général de l'Organisation de
Coopération Economique Internationale
Président de la Délégation Turque — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que l'exportation de Turquie vers l'Italie de:

— tabacs
— poissons frais et congelés
— farine de poisson
— huile et foie de poisson
— écume de mer
— tapis et kilims

ainsi que de toute autre marchandise figurant dans la liste « III » du Régime de Commerce Extérieur Turc donnera droit à l'exportateur d'effectuer l'importation d'Italie des marchandises figurant dans la liste « V » du même régime en vigueur en date d'aujourd'hui pour autant que ce régime restera en vigueur.

Les modalités relatives à la procédure et au règlement des affaires susdites seront définies entre la Banque Centrale de la République de Turquie et l'Ufficio Italiano dei Cambi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

FATIN RÜSTÜ ZORLU

Son Excellence
Monsieur le Comte Luca PIETROMARCHI
Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire d'Italie
Président de la Délégation Italienne — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

« Me référant à l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que l'exportation de Turquie vers l'Italie de:

— tabacs
— poissons frais et congelés
farine de poisson
— huile et foie de poisson
écume de mer
— tapis et kilims

ainsi que de toute autre marchandise figurant dans la liste « III » du Régime de Commerce Extérieur Turc donnera droit à l'exportateur d'effectuer l'importation d'Italie des marchandises figurant dans la liste « V » du même régime en vigueur en date d'aujourd'hui pour autant que ce régime restera en vigueur.

Les modalités relatives à la procédure et au règlement des affaires susdites seront définies entre la Banque Centrale de la République de Turquie et l'Ufficio Italiano dei Cambi ».

Veuillez agréer. Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

LUCA PIETROMARCHI

Son Excellence
Monsieur Fatin Rüstü ZORLU,
Secrétaire Général de l'Organisation de
Coopération Economique Internationale
Président de la Délégation Turque — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Accord de paiement entre l'Italie et la Turquie

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Turc, dans le but de régler les paiements entre l'Italie et la Turquie dans le cadre de l'Accord du 19 septembre 1950 sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements, sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

L'« Ufficio Italiano dei Cambi » ouvrira, au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie, un compte en Dollars U.S.A. non productif d'intérêts, dénommé « Compte en Dollars U.S.A. 1952 », au crédit duquel sera porté la contrevaleur de toutes sommes destinées à régler les paiements que des personnes physiques ou morales résidant en Italie auront à effectuer en faveur de personnes physiques ou morales résidant en Turquie, conformément aux dispositions italiennes en vigueur sur le contrôle des changes.

Article 2

Par le débit du compte prévu à l'article 1er seront exécutés les paiements que des personnes physiques ou morales résidant en Turquie auront à effectuer en faveur de personnes physiques ou morales résidant en Italie, conformément aux dispositions turques en vigueur sur le contrôle des changes.

Article 3

L'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque Centrale de la République de Turquie exécuteront sans retard les paiements aux ayants-droit, sur la base des avis d'encaissement, et des ordres de paiement qu'ils se transmettront réciproquement, sans prendre en considération les disponibilités du compte prévu à l'article 1er du présent Accord conformément à l'article 8 de l'Accord du 19 septembre 1950 sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements.

Article 4

Les versements par les débiteurs italiens et turcs et les paiements par l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque Centrale de la République de Turquie aux ayants-droit seront effectués dans chacun des deux Pays en leur monnaie nationale.

La conversion des lires italiennes et des livres turques en dollars U.S.A. ainsi que des dollars U.S.A. en lires italiennes et en livres turques sera effectuée en Italie et en Turquie sur la base des cours fixés pour le dollar U.S.A. par l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque Centrale de la République de Turquie respectivement en conformité de la législation en vigueur dans chacun des deux pays pour la fixation du cours du dollar U.S.A.

Dans le cas d'une modification qui surviendrait au système de change actuellement en vigueur en Italie ou en Turquie, les dispositions précedentes seront revisées et modifiées à la domande de l'Ufficio Italiano dei Cambi ou de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Article 5

En vue de permettre les paiements aux ayants-droit, l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque Centrale de la République de Turquie se communiqueront au jour le jour tous les versements qui seront effectués auprès d'eux conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 6

L'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque Centrale de la République de Turquie se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires pour l'application du présent Accord.

Article 7

Le présent Accord entrera en vigueur le même jour que l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui.

Compte tenu du fait que le réglement des soldes se produisant sur le compte prévu à l'article 1er devra avoir lieu dans le cadre de l'Accord du 19 septembre 1950 sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements, duquel les deux Pays sont Parties Contractantes, le présent Accord sera valable tant que l'Accord de l'U.E.P. cité plus haut demeurera en vigueur et tant que les dispositions de celui-ci seront applicables à l'Italie et à la Turquie.

Les deux Parties Contractantes auront la faculté de dénoncer le présent Accord avec un préavis de trois mois avant la fin de chaque période annuelle à compter de la date de l'entrée en vigueur de cet Accord.

Fait à Ankara, en français, et en double exemplaire, le 24 janvier 1952.

Pour le Gouvernement Turc
FATIN RÜSTÜ ZORLU

Pour le Gouvernement Italien
LUCA PIETROMARCHI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Annexe à l'Accord de paiement entre l'Italie et la Turquie

I

Le solde du compte en dollars U.S.A. ouvert auprès de l'Ufficio Italiano dei Cambi au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie, en exécution des dispositions de l'Accord de Paiement entre l'Italie et la Turquie du 18 novembre 1948, sera, à la date de la mise en vigueur de l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui, transféré d'office au compte en dollars U.S.A. 1952 visé à l'article 1er de cet Accord.

II

Pour l'application des articles 1 et 2 de l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui les deux Gouvernements sont convenus de régler à travers le compte visé audit article 1er notamment les paiements afférents aux:

1. Fournitures de marchandises (à l'exclusion du trafic de transit).
2. Services commerciaux entre les deux Pays:

a) frais de transport des marchandises relatifs au trafic maritime, fluvial et terrestre;

b) autres frais connexes au mouvement de marchandises;

c) frais d'entreposage, de dédouanement et frais similaires;

d) assurances marchandises (primes et indemnités);

e) commissions, courtage et frais de représentation;

f) frais de transformations, d'usinage, de réparation;

g) frais portuaires encourus (excepté le bunkerage) dans les ports italiens par des navires turcs,

respectivement dans les ports turcs par des navires italiens, ainsi que les frais encourus dans les aéroports italiens et turcs par les avions des compagnies de navigation aérienne turques et italiennes respectivement; sous cette dénomination sont compris aussi les frais de réparation ordinaire.

3. Opérations assimilées aux transactions commerciales:

a) primes et indemnités de réassurances;

b) frais de voyage, de séjour, d'écolage et d'hospitalisation;

c) salaires, honoraires et pensions (de retraite);

d) dépenses et recettes des services publics (impôts, amendes et autres paiements de même nature);

e) soldes périodiques des comptes-courants entre les Administrations des chemins de fer, des postes, télégraphe et téléphone des deux pays;

f) cotisations, abonnements et frais de publicité;

g) droits de redevances de brevets licences, marques de fabrique, droits d'auteur, droits d'exploitation de films;

h) recettes consulaires;

i) cachets d'artistes et de sportifs (résultant de contrat de travail approuvé par les Autorités du contrôle de change);

j) frais d'entretien et de subsistance;

k) frais et bénéfices résultant du commerce de transit;

l) différences de change.

De plus sera accepté tout autre paiement que les deux Gouvernements ou les Autorités compétentes désignées par eux à cette fin conviendraient d'admettre.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement sur ce qui suit:

Pour que les soldes mensuels du compte contractuel déclarés à l'Agent reflètent le plus exactement possible la situation réelle de ce compte, la Banque Centrale de la République de Turquie aura la faculté de communiquer télégraphiquement, chaque fin de mois, à l'Ufficio Italiano dei Cambi, le montant global de ses ordres de paiement en route que ce dernier devra prendre en considération dans sa notification à l'Agent.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

LUCA PIETROMARCHI

Son Excellence
Monsieur Fatin Rüstü ZORLU,
Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération Economique Internationale
Président de la Délégation Turque — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

« Me référant à l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement sur ce qui suit:

Pour que les soldes mensuels du compte contractuel déclarés à l'Agent reflètent le plus exactement possible la situation réelle de ce compte, la Banque Centrale de la République de Turquie aura la faculté de communiquer télégraphiquement, chaque fin de mois, à l'Ufficio Italiano dei Cambi, le montant global de ses ordres de paiement en route que ce dernier devra prendre en considération dans sa notification à l'Agent ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

FATIN RÜSTÜ ZORLU

Son Excellence
Monsieur le Comte Luca PIETROMARCHI
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire d'Italie
Président de la Délégation Italienne — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'en ce qui concerne les transports entre la Turquie et les pays tiers, le Gouvernement Turc acceptera le paiement par la voie de clearing des frêts provenant du transport des marchandises de la Turquie vers les pays tiers et de celles transportées des pays faisant partie de l'O.E.C.E. vers la Turquie et ceci bien entendu tant que l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements restera en vigueur en ce qui concerne la Turquie et l'Italie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

FATIN RÜSTÜ ZORLU

Son Excellence
Monsieur le Comte Luca PIETROMARCHI
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire d'Italie
Président de la Délégation Italienne — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

« Me référant à l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre

Excellence qu'en ce qui concerne les transports entre la Turquie et les pays tiers, le Gouvernement Turc acceptera le paiement par la voie de clearing des frêts provenant du transport des marchandises de la Turquie vers les pays tiers et de celles transportées des pays faisant partie de l'O.E.C.E. vers la Turquie et ceci bien entendu tant que l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements restera en vigueur en ce qui concerne la Turquie et l'Italie ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

LUCA PIETROMARCHI

Son Excellence
Monsieur Fatin Rüstü ZORLU,
Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération Economique Internationale
Président de la Délégation Turque — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'en ce qui concerne les transports entre l'Italie et les pays tiers, le Gouvernement Italien acceptera le paiement par la voie de clearing des frêts provenant du transport des marchandises de l'Italie vers les pays tiers et de celles transportées des pays faisant partie de l'O.E.C.E. vers l'Italie et ceci bien entendu tant que l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements restera en vigueur en ce qui concerne l'Italie et la Turquie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

LUCA PIETROMARCHI

Son Excellence
Monsieur Fatin Rüstü ZORLU,
Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération Economique Internationale
Président de la Délégation Turque — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ankara, le 24 janvier 1952

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

« Me référant à l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'en ce qui concerne les transports entre l'Italie et les pays tiers, le Gouvernement Italien acceptera le paiement par la voie de clearing des frêts provenant du transport des marchandises de l'Italie vers les pays tiers et de celles transportées des pays faisant partie de l'O.E.C.E. vers l'Italie et ceci bien entendu tant que l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements restera en vigueur en ce qui concerne l'Italie et la Turquie ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

FATIN RÜSTÜ ZORLU

Son Excellence
Monsieur le Comte Luca PIETROMARCHI
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire d'Italie
Président de la Délégation Italienne — ANKARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Protocole

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Turc sont convenus de ce qui suit:

Au cas où l'Accord de Paiement entre l'Italie et la Turquie signé en date d'aujourd'hui expirerait pour effet de la terminaison de l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements ou bien du retrait ou de la suspension de l'Union en ce qui concerne l'un ou l'autre des deux Pays, le règlement des paiements entre l'Italie et la Turquie s'effectuera conformément aux dispositions ci-après.

Article 1er

L'Ufficio Italiano dei Cambi ouvrira sur ses livres, au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie un compte en dollars U.S.A. dénommé « nouveau compte contractuel », au crédit duquel sera portée la contrevaleur de toutes sommes destinées à régler les paiements que des personnes physiques ou morales résidant en Italie auront à effectuer en faveur de personnes physiques ou morales résidant en Turquie, conformément aux dispositions italiennes en vigueur sur le contrôle des changes.

Article 2

Par le débit du compte prévu à l'article 1er seront exécutés les paiements que des personnes physiques ou morales résidant en Turquie auront à effectuer en faveur de personnes physiques ou morales résidant en Italie, conformément aux dispositions en vigueur sur le contrôle des changes.

Article 3

Les versements par les débiteurs italiens et turcs et les paiements par l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque Centrale de la République de Turquie aux ayants-droit seront effectués dans chacun des deux Pays en leur monnaie nationale.

La conversion des lires italiennes et des livres turques en dollars U.S.A., ainsi que des dollars U.S.A. en lires italiennes et en livres turques sera effectuée en Italie et en Turquie sur la base des cours fixés pour le dollar U.S.A. par l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque Centrale de la République de Turquie respectivement en conformité de la législation en vigueur dans chacun des deux Pays pour la fixation du cours du dollars U.S.A.

Dans le cas d'une modification qui surviendrait au système de change actuellement en vigueur en Italie ou en Turquie, les dispositions précédentes seront re-

visées et modifiées à la demande de l'Ufficio Italiano dei Cambi ou de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Article 4

En vue de permettre les paiements aux ayants-droit, l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque Centrale de la République de Turquie se communiqueront au jour le jour tous les versements qui seront effectués auprès d'eux conformément aux dispositions du présent Protocole.

Article 5

Tant que le solde créditeur du compte prévu à l'article 1er du présent Protocole ne dépassera pas 1.000.000 (un million) de dollars U.S.A. la Banque Centrale de la République de Turquie continuera à effectuer les paiements aux ayants-droit, conformément aux avis de versement émis par l'Ufficio Italiano dei Cambi.

Si le solde créditeur prévu à l'alinéa précédent vient à dépasser la limite en question, l'Ufficio Italiano dei Cambi, en vue de se constituer les disponibilités nécessaires pour l'exécution des paiements en Turquie, aura la faculté de recourir aux conditions à établir d'un commun accord avec la Banque Centrale de la République de Turquie, à des opérations de report, c'est-à-dire à des cessions à vue à la Banque Centrale de la République de Turquie avec rachat à terme de trois mois, de dollars U.S.A. ou de toute autre monnaie, à convenir entre les deux Institutions.

Article 6

Tant que le solde débiteur du compte prévu à l'article 1er du présent Protocole ne dépassera pas 1.000.000 (un million) de dollars U.S.A., l'Ufficio Italiano dei Cambi continuera à effectuer les paiements aux ayants-droit, conformément aux ordres émis par la Banque Centrale de la République de Turquie.

Si le solde débiteur prévu à l'alinéa précédent vient à dépasser la limite en question la Banque Centrale de la République de Turquie, en vue de se constituer les disponibilités nécessaires pour l'exécution des paiements en Italie, aura la faculté de recourir, aux conditions à établir d'un commun accord avec l'Ufficio Italiano dei Cambi, à des opérations de report, c'est-à-dire à des cessions à vue à l'Ufficio Italiano dei Cambi avec rachat à terme de trois mois, de dollars U.S.A. ou de toute autre monnaie à convenir entre les deux Institutions.

Article 7

Dans le cas où le solde du compte contractuel en dollars U.S.A. prévu à l'article 1er de l'Accord de Paiement entre l'Italie et la Turquie signé en date d'aujourd'hui, ne serait pas réglé en tout ou en partie à l'intervention de l'Union Européenne de Paiements dans les délais prescrits par l'accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements ou par les directives et décisions qui en réglent le fonctionnement, la partie non réglée de ce solde sera transférée d'office au compte visé à l'article 1er ci-dessus.

Article 8

L'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque Centrale de la République de Turquie se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires pour l'application du présent Protocole.

Article 9

Si à l'expiration du présent Protocole un solde subsistera dans le compte prévu à l'article 1er en faveur de l'une ou de l'autre Partie Contractante, ce solde sera liquidé par la Partie débitrice dans un délai de neuf mois, par livraison de marchandises figurant dans les Listes *A, B, C* et *D* annexées à l'Accord de Commerce signé en date d'aujourd'hui, ainsi que des marchandises libérées.

En vue de permettre à la partie débitrice de se libérer de sa dette, la partie créditrice fera tout son possible pour importer les marchandises mentionnées à l'alinéa précédent. Les deux Parties Contractantes peuvent également convenir d'un commun accord sur un autre mode de règlement.

Le solde qui existerait après cette période de neuf mois sera liquidé immédiatement en devises libres agréées par l'Institution créditrice.

Article 10

Le présent Protocole entrera en vigueur automatiquement le jour même où l'Accord de Paiement entre l'Italie et la Turquie signé en date d'aujourd'hui expirera pour effet de la terminaison de l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements ou de retrait ou de suspension de l'Union en ce qui concerne l'un ou l'autre des deux Pays.

Ce Protocole sera valable jusqu'à ce qu'un nouvel Accord de Paiement soit conclu entre les deux Pays et au maximum pour une période de six mois à partir de son entrée en vigueur.

Le présent Protocole n'entrera pas en application au cas où l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui sera déchu par dénonciation conformément à ce qui est prévu à l'article 7 dudit Accord.

Toutefois au cas où le préavis de dénonciation de l'Accord de Paiement signé en date d'aujourd'hui ait été donné depuis une période inférieure à trois mois et entretemps il intervient la fin pour l'un des deux Pays de l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements, le présent Protocole entrera quand même en application et sera valable pour une durée de six mois.

Fait à Ankara en français et en double exemplaire, le 24 janvier 1952.

Pour le Gouvernement Turc
FATIN RÜSTÜ ZORLU

Pour le Gouvernement Italien
LUCA PIETROMARCHI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Annexe au Protocole

Pour l'application des articles 1 et 2 du Protocole signé en date d'aujourd'hui, les deux Gouvernements sont convenus de régler à travers le compte visé audit article 1er notamment les paiements afférents aux:

1) Fournitures de marchandises (à l'exclusion du trafic de transit).

2) Services commerciaux entre les deux Pays:

a) frais de transport des marchandises relatifs au trafic maritime, fluvial et terrestre;

b) autres frais connexes aux mouvements de marchandises;

c) frais d'entreposage, de dédouanement et frais similaires;

d) assurance marchandises (primes et indemnités);

e) commissions, courtage et frais de représentation;

f) frais de trasformation, d'usinage, de réparation;

g) frais portuaires encourus (excepté le bunkerage) dans les ports italiens par des navires turcs, respectivement dans les ports turcs par des navires italiens, ainsi que les frais encourus dans les aéroports italiens et turcs par les avions des Compagnies de navigation aérienne turques et italiennes respectivement; sous cette dénomination sont compris aussi les frais de réparation ordinaire.

3) Opérations assimilées aux transactions commerciales:

a) primes et indemnités de réassurance;

b) frais de voyage, de séjour, d'écolage et d'hospitalisation;

c) salaires, honoraires et pensions (de retraite);

d) dépenses et recettes des services publics (impôts, amendes et autres paiements de même nature);

e) soldes périodiques des comptes courants entre les Administrations des chemins de fer, des postes, télégraphe et téléphone des deux Pays;

f) cotisations, abonnements et frais de publicité;

g) droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique, droits d'auteur, droits d'exploitation de films;

h) recettes consulaires;

i) cachets d'artistes et de sportifs (résultat de contrat de travail approuvé par les autorités du contrôle de change);

j) frais d'entretien et de subsistance;

k) frais et bénéfices résultant du commerce de transit;

l) différences de change.

De plus sera accepté tout autre paiement que les deux Gouvernements ou les autorités compétents désignées par eux à cette fin conviendraient d'admettre.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 dicembre 1952, n. 4433.

Norme per l'attuazione della legge, in corso di pubblicazione, che modifica la legge 17 luglio 1942, n. 907, sul monopolio dei sali e tabacchi.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 11 luglio 1952, n. 1641, recante modifiche alla legge 17 luglio 1942, n. 907;

Considerata la necessità di provvedere, in base alla facoltà concessa dall'articolo unico della legge 11 luglio 1952, n. 1641, ora citata, alla determinazione dei diritti di monopolio, dei prezzi e dei rimborsi, nei casi e con le modalità nella legge stessa previsti;

Udito il Consiglio di amministrazione dei monopoli di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le finanze;

Decreta:

Art. 1.

Il diritto di monopolio, previsto dagli articoli 3, n. 3, 7 e 17 della legge 17 luglio 1942, n. 907, quali risultano modificati dalla legge 11 luglio 1952, n. 1641, viene fissato nella seguente misura:

a) per il sale contenuto negli estratti alimentari e nei condimenti per minestra prodotti col metodo idrolitico	L.	47 al kg.
b) per il sale minerale comune, introdotto direttamente dalla Sicilia dagli esercenti le industrie, esistenti nel territorio della Repubblica soggetto a monopolio, prevedute nei comma primo e secondo dell'art. 20 della legge 17 luglio 1942, n. 907, quale risulta modificato dalla legge 11 luglio 1952, n. 1641	»	17 »
c) per la quantità di cloruro di sodio eccedente il 25 %, ma non il 50 % contenuto nei sali potassici per concimazione agricola, introdotti nel territorio della Repubblica soggetto a monopolio	»	5 »

Art. 2.

I prezzi speciali di vendita del sale, alle industrie previste all'art. 20 della legge 17 luglio 1942, n. 907, quale risulta modificato dalla legge 11 luglio 1952, numero 1641, vengono fissati come segue per ciascuna delle industrie in detto articolo elencate:

1) sale comune per la salagione dei pesci	L.	2.000 al q.le
2) sale sofisticato per uso della pastorizia:		
a) tipo comune	»	2.000 »
b) tipo complesso condizionato in sacchi da kg. 50.	»	3.000 »
3) sale sofisticato per la fabbricazione del ghiaccio, per la preparazione dei gelati, dei vini spumanti e della birra	»	2.000 »
4) sale raffinato per la preparazione del presame o caglio	»	6.000 »
5) sale sofisticato per la salagione delle budella	»	2.000 »
6) sale sofisticato per la preparazione delle pelli	»	2.000 »
7) sale sofisticato per la fabbricazione del sapone, delle candele, dei vetri e delle stoviglie	»	2.000 »
8) sale sofisticato per l'industria della tintoria	»	2.000 »
9) sale sofisticato per l'incubazione dei bachi da seta	»	2.000 »
10) sale di scarto sofisticato per uso diserbante o per il disgelo degli scambi, per consegna presso le Saline od i Depositi in cui il sale di scarto è disponibile	»	500 »

Art. 3.

Il prezzo industriale di vendita del sale comune alle industrie elencate nell'art. 21 della legge 17 luglio 1942, n. 907, quale risulta modificato dalla legge 11 luglio 1952, n. 1641, è fissato come segue:

L. 300 per quintale di sale reso franco bordo o franco vagone partenza per quantitativi fino a 5.000 tonnellate;

L. 280 per quintale di sale reso franco bordo o franco vagone partenza per quantitativi oltre 5.000 e fino a 15.000 tonnellate, da ritirare entro un anno dalla data di ordinazione;

L. 265 per quintale di sale reso franco bordo o franco vagone partenza per quantitativi oltre 15.000 e fino a 40.000 tonnellate, da ritirare entro un anno dalla data di ordinazione;

L. 255 per quintale di sale reso franco bordo o franco vagone partenza per quantitativi oltre 40.000 tonnellate, da ritirare entro un anno dalla data di ordinazione.

Art. 4.

La misura della restituzione di parte del prezzo pagato per l'acquisto del sale, prevista dall'art. 23 della legge 17 luglio 1942, n. 907 quale risulta modificato dalla legge 11 luglio 1952, n. 1641, per i prodotti commestibili salati che si esportano all'estero dal territorio della Repubblica soggetto a monopolio, è stabilita come segue:

a) per gli estratti di carne o di vegetali, i brodi condensati salati, le minestre preparate, i condimenti per brodi e per minestre	L. 47 — al kg.
b) per i pesci salati	» 6,20 »
c) per le carni salate, il burro salato, i formaggi e prodotti del suolo commestibili salati	percentuale del prezzo di vendita al pubblico del sale comune al netto dell'aggio ai rivenditori determinata, quale imposta di consumo, con la legge del bilancio.

Art. 5.

Le quantità di sale (tenori salini) da prendersi come base per il calcolo della restituzione di cui al precedente articolo, sono stabilite nella seguente tabella

Tabella delle quantità di sale (tenori salini) da prendersi a base per la restituzione di cui all'art. 4

N. d'ordine	PRODOTTO ESPORTATO	Tenore salino forfetario: per ogni 100 kg. di prodotto lordo	Tenore salino forfetario: per ogni 100 kg. di prodotto netto
		Kg.	
1	Burro salato		2,500
2	Formaggi pecorini, caciocavalli, provoloni		5,400
3	Formaggi di grana, Emmenthal, Gruyères, Gorgonzola e formaggi uso pecorino		3,600
4	Formaggi Gruyères di Tenda, Bra o Nostrale		2,900
5	Formaggi Castelmagno, Bruss, Fontina di Tenda, Stracchino di Milano e qualsiasi altra qualità di formaggi salati non classificati, esclusi i margarinati		1,950
6	Carni insaccate e coppe (insaccate)		3,300
7	Carni preparate con salamoia o per strofinazione di sale quali lardo e pancette, prosciutti cotti o crudi, coppe crude (dette anche bondioli o capocolli)		7,150
8	Acciughe, alici, lacerto, tombarello e sardelle salate in barili di legno o scatole di latta	33,120	
9	Filetti di acciughe e di sardelle	138 —	
10	Tonno conciato in scatole di latta o barili di legno	22,080	
11	Pesci di acqua dolce, salati in barili di legno o scatole di latta	18,400	
12	Pesci di mare bolliti al sale in barili di legno o scatole di latta	5,520	
13	Cipolline in scatole di latta o fusti di legno	8 —	
14	Cetrioli e cetriolini, peperoni, cavolfiori, rape, sedani, fagiolini e giardiniera in scatole di latta o in fusti di legno	16 —	
15	Cedri o scorze di cedri in salamoia ovvero canditi		1,500
16	Olive in salamoia		12 —

La determinazione del cloruro sodico contenuto nelle singole partite, presentate alla esportazione, per gli estratti di carne o di vegetali, i brodi condensati salati, le minestre preparate, i condimenti per brodi e per minestre, le conserve di pomodoro e le altre sostanze alimentari formate da impasti o soluzioni omogenee, nonchè per le varietà di pesci e di prodotti del suolo commestibili non previsti dalla presente tabella, è affidata ai Laboratori chimici delle dogane.

Art. 6.

Il dirito di monopolio, di cui all'art. 14 della legge 17 luglio 1942, n. 907, quale risulta modificato dalla legge 11 luglio 1952, n. 1641, dovuto per le carni ed i pesci salati, il burro salato, i formaggi, gli estratti di carne o di vegetali, i brodi condensati salati, i prodotti del suolo commestibili salati, le minestre preparate ed i condimenti per brodi e per minestre, ammessi all'introduzione nel territorio della Repubblica soggetto a monopolio, viene stabilito nella stessa misura fissata dall'art. 4 e per le medesime quantità indicate nel precedente art. 5.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 dicembre 1952

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 gennaio 1952
Atti del Governo, registro n. 74, foglio n. 138. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 dicembre 1952, n. 4434.

Riconoscimento della personalità giuridica della Cassa Mutua di previdenza fra il personale dipendente dal Ministero dell'industria e del commercio, con sede in Roma, ed approvazione dello statuto.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la domanda con la quale si chiede l'erezione in ente morale della « Cassa Mutua di previdenza fra il personale dipendente dal Ministero dell'industria e del commercio », costituita con rogito in data 8 marzo 1952 per notar Vittorio Gaudiani di Roma, registrato presso l'Ufficio atti pubblici di Roma addì 11 marzo 1952, vol. 68, n. 16479;

Sentito il Consiglio di Stato.

Sulla proposta del Ministro per l'industria e commercio;

Decreta:

Art. 1.

E' attribuita la personalità giuridica alla « Cassa Mutua di previdenza fra il personale dipendente dal Ministero dell'industria e del commercio », con sede in Roma, che assume la denominazione di « Cassa mutua di previdenza fra il personale dipendente dal Ministero dell'industria e del commercio ».

Art. 2.

E' approvato l'annesso statuto della Cassa Mutua predetta, composto di 56 articoli e firmato, d'ordine, dal Ministro proponente.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 luglio 1952

EINAUDI

CAMPILLI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 gennaio 1953
Atti del Governo, registro n. 72, foglio n. 132. — PALLA

Statuto della Cassa Mutua di previdenza fra il personale dipendente dal Ministero dell'industria e del commercio

Costituzione e sede

Art. 1.

E' costituita fra i dipendenti del Ministero dell'industria e del commercio una Cassa Mutua di previdenza che assume il titolo di Cassa Mutua di previdenza fra il personale dipendente dal Ministero dell'industria e del commercio, titolo che nel presente Statuto sarà più brevemente indicato col nome di « Mutua ».

Possono far parte della « Mutua »: il personale di ruolo e non di ruolo dipendente dal Ministero dell'industria e del commercio, in quanto presti servizio presso l'Amministrazione centrale e periferica in Roma ed il personale di ruolo e non di ruolo dipendente dalle Camere di commercio che presti servizio presso l'Amministrazione centrale.

Per il personale che presta servizio presso il Ministero e non rientri nelle sopradette categorie è data facoltà al Comitato amministrativo di accettare o respingere con giudizio insindacabile l'eventuale domanda.

Il socio della « Mutua » che cessa di prestare servizio presso l'Amministrazione centrale o periferica in Roma conserva la qualità di socio purchè non interrompa il rapporto di impiego col Ministero dell'industria e del commercio e sempre che assicuri il versamento delle quote di cui all'art. 31.

La sede della « Mutua » è in Roma nei locali del Ministero.

Scopi

Art. 2.

La « Mutua » ha scopi puramente assistenziali e di mutualità. A tal fine essa si propone di:

a) costituire un fondo di previdenza destinato a concedere sovvenzioni ai soci ordinari in caso di decesso od all'atto della cessazione del rapporto di impiego con l'Amministrazione;

b) costituire un conto individuale di anzianità destinato a concedere una sovvenzione di anzianità ai soci ordinari all'atto della cessazione di appartenenza alla « Mutua »;

c) procurare ai soci ordinari il credito con il mezzo della mutualità.

Patrimonio

Art. 3.

Il patrimonio della « Mutua » è costituito:

a) dalle quote sociali;

b) da donazioni, lasciti e da ogni altra entrata eccezionale o straordinaria;

c) da proventi vari.

Art. 4.

Il patrimonio sociale della « Mutua » dovrà essere investito in prestiti ai soci o in titoli di Stato o garantiti dallo Stato, od in altri modi da determinarsi dal Consiglio generale dei soci delegati su proposta del Comitato amministrativo.

Soci

Art. 5.

I soci sono onorari, benemeriti, fondatori ed ordinari. Sono soci onorari il Ministro per l'industria e il commercio ed i Sottosegretari di Stato.

Sono soci benemeriti le persone fisiche e giuridiche che in tutti i modi favoriscano l'incremento ed il potenziamento economico e morale della « Mutua ». La qualità di socio benemerito viene deliberata dal Comitato amministrativo.

Sono fondatori i soci ordinari che all'atto della loro ammissione versano a favore del fondo di previdenza previsto dagli articoli 21 e 22 una somma non inferiore a lire diecimila.

Sono soci ordinari le persone di cui all'art. 1.

Art. 6.

La qualità di socio ordinario si acquista dopo l'accettazione della domanda da parte del Comitato amministrativo. Nella domanda il richiedente dovrà esplicitamente impegnarsi al versamento della quota sociale di lire mille e della quota mensile di cui all'art. 31. La quota sociale non da diritto ad alcun utile ed è restituita all'atto in cui il socio cessa di far parte della « Mutua ».

Art. 7.

Il versamento della quota sociale che può aver luogo in un'unica soluzione od in due rate e della quota mensile di cui all'art. 31 deve essere fatto, di regola, mediante ritenuta sullo stipendio o retribuzione. All'uopo il socio deve rilasciare apposita dichiarazione con la quale autorizza il cassiere del Ministero ad eseguire le ritenute sullo stipendio o retribuzione.

Qualora la ritenuta della somma dovuta non possa aver luogo tramite il cassiere del Ministero, l'interessato è obbligato a provvedervi direttamente non oltre quarantotto ore dalla riscossione dello stipendio o retribuzione.

Art. 8.

L'interessato, al quale viene comunicata la mancata ammissione a socio, ha diritto di avanzare ricorso al Collegio dei probiviri entro otto giorni dalla data della lettera di comunicazione.

Art. 9.

Il socio deve:

a) osservare le disposizioni dello statuto, le deliberazioni del Consiglio generale dei soci delegati e del Comitato amministrativo;

b) adempiere agli impegni assunti verso la « Mutua »;

c) portare tempestivamente a conoscenza della « Mutua » di aver perduto, per qualsiasi causa, i requisiti in base ai quali egli ha acquistato la qualità di socio ordinario ed ogni altra notizia relativa al cambiamento di residenza;

d) estinguere l'eventuale prestito nel termine e nei modi stabiliti;

e) non danneggiare moralmente e materialmente la « Mutua » nè fomentare dissidi e disordine fra i soci.

Art. 10.

Il socio ha diritto:

a) di chiedere la concessione di prestiti;

b) di presentare proposte per la modifica dello Statuto;

c) di presentare reclami motivati nel caso che si ritenga leso nei propri diritti;

d) alle sovvenzioni per decesso, per buonuscita e per anzianità.

Art. 11.

Si perde la qualità di socio:

1) per dimissioni accettate;

2) per morosità;

3) per la perdita di uno dei requisiti in base ai quali è avvenuta l'ammissione;

4) per espulsione;

5) per morte;

6) per revoca della dichiarazione di cui all'art. 32;

7) per mancato invio entro trenta giorni della quota di cui al penultimo comma dell'art. 1 da parte del socio che non presti più servizio presso gli uffici di Roma.

La morosità è pronunciata dal Comitato amministrativo quando il socio non ha corrisposto alla « Mutua » le rate del prestito nei termini e con le modalità prescritte. Il socio dichiarato moroso può appellarsi al Collegio dei probiviri.

L'espulsione, per fatti ed azioni che ledono gli interessi ed il prestigio della « Mutua » deve essere sottoposta alla ratifica del Consiglio generale dei soci delegati su relazione del Comitato amministrativo sentito l'interessato, che può rivolgersi al Consiglio generale per essere interpellato.

Organi della « Mutua »

Art. 12.

Sono organi della « Mutua »:

1) l'Assemblea generale dei soci;

2) il Consiglio generale dei soci delegati;

3) il Comitato amministrativo;

4) il Collegio dei revisori;

5) il Collegio dei probiviri.

Le cariche sociali sono gratuite.

Assemblea generale

Art. 13.

L'Assemblea generale dei soci può essere ordinaria o straordinaria. L'Assemblea generale ordinaria ha luogo una volta ogni tre anni per la elezione del Consiglio generale dei soci delegati; quella straordinaria può essere convocata in ogni tempo dal Consiglio generale dei soci delegati su proposta del Comitato amministrativo. Può essere pure convocata su richiesta del Collegio dei revisori o di almeno un terzo dei soci.

Le Assemblee vengono convocate mediante avviso da affiggersi all'albo della « Mutua » almeno otto giorni prima delle adunanza. L'avviso indicherà l'ordine del giorno da trattare. Nel caso che l'assemblea non sia valida per mancanza del numero legale sarà tenuta in seconda convocazione non prima del giorno successivo. Essa sarà valida qualunque sia il numero degli intervenuti o rappresentati di cui al comma successivo.

Il soci possono farsi rappresentare nell'Assemblea con delega ad altro socio purchè non amministratore. Nessun mandatario può rappresentare più di due soci. Le deliberazioni dell'Assemblea sono obbligatorie per tutti i soci, anche se non intervenuti, quando siano prese in conformità alla legge ed allo Statuto.

Consiglio generale dei soci delegati

Art. 14.

I soci delegati vengono eletti dai soci della « Mutua » distinti per categoria corrispondenti a quelli previsti dallo ordinamento giuridico per gli impiegati dello Stato e senza tener conto della loro appartenenza o meno ai ruoli organici dell'Amministrazione.

La elezione ha luogo a scrutinio segreto o a maggioranza di voti.

Le funzioni di scrutatori nella elezione dei soci delegati sono esercitate dal Collegio dei revisori. Il numero dei soci delegati deve essere pari a un quindicesimo dei soci di ciascuna categoria. La frazione di categoria di sette soci in poi si considera uguale a quindici.

La durata in carica dei soci delegati è di tre anni.

Art. 15.

Spetta al Consiglio generale dei soci delegati:

a) nominare il Comitato amministrativo della « Mutua », il Collegio dei revisori e il Collegio dei probiviri;

b) approvare il rendiconto annuale;

c) approvare le proposte di modifica dello statuto della « Mutua » da sottoporre all'Assemblea generale straordinaria dei soci.

Art. 16.

Il Consiglio generale dei soci delegati è presieduto dal presidente del Comitato amministrativo od in sua assenza dal commissario che ne fa le veci.

Alla scadenza del mandato il presidente farà una relazione all'Assemblea generale ordinaria dei soci sull'andamento della « Mutua » durante il triennio decorso.

Art. 17.

Il Consiglio generale dei soci delegati viene convocato dal Comitato amministrativo con avviso diretto da spedirsi almeno otto giorni prima dell'adunanza.

Per la validità del Consiglio generale dei soci delegati occorre la presenza di almeno la metà più uno dei soci delegati stessi. I soci delegati possono farsi rappresentare soltanto da un altro delegato che non sia membro del Comitato amministrativo o del Collegio dei revisori della « Mutua ». Il socio delegato che non partecipa a tre sedute consecutive del Consiglio generale, salvo il caso di malattia, di congedo o di assenza per motivo di servizio, decade dalla carica.

Il socio delegato dimissionario o deceduto viene sostituito da un altro socio che nelle elezioni abbia riportato il maggior numero dei voti.

Comitato amministrativo

Art. 18.

La « Mutua » è amministrata dal Comitato amministrativo composto di nove membri commissari di cui otto eletti dal Consiglio generale dei soci delegati a scrutinio segreto ed a maggioranza di voti ed uno nominato dal Ministro per l'industria ed il commercio tra i soci ordinari.

Spetta al Comitato amministrativo:

a) curare l'esecuzione delle norme contenute nello statuto;

b) formulare nei termini di cui all'art. 40 il rendiconto da sottoporre al Consiglio generale dei soci delegati;

c) curare l'affissione all'albo della « Mutua » della situazione contabile mensile;

La durata del Comitato amministrativo è di tre anni. Il Comitato amministrativo elegge fra i suoi membri un presidente. Questi ha la legale rappresentanza della « Mutua » e la firma sociale, convoca il Comitato amministrativo, adempie alle funzioni demandategli dalla legge e dallo statuto.

In caso di assenza le attribuzioni del presidente sono disimpegnate da un commissario nominato dal Comitato stesso nel proprio seno.

Il Comitato amministrativo elegge pure fra i soci membri un segretario.

Il Comitato si riunisce tutte le volte che le circostanze lo esigano o almeno una volta al mese straordinariamente quando lo richiedano almeno tre commissari o due revisori.

Il commissario che non partecipa a tre sedute consecutive salvo il caso di malattia, di congedo o di assenza per motivi di servizio, decade dalla carica e sarà sostituito dal candidato che nelle elezioni alle cariche sociali riportò il maggior numero di voti.

Con la stessa procedura si provvederà alla sostituzione del commissario che venisse a cessare dalla carica per altri motivi.

Per la validità delle deliberazioni occorre la presenza di cinque membri commissari.

I commissari non possono votare nell'approvazione del rendiconto o nelle deliberazioni del Consiglio generale dei soci delegati e dell'Assemblea che si riferiscono alla loro responsabilità.

Collegio dei revisori

Art. 19.

Il Collegio dei revisori è composto di tre membri effettivi di cui due eletti dal Consiglio generale dei soci delegati ed uno nominato dal Ministro per l'industria ed il commercio. Il Consiglio generale dei soci delegati nomina inoltre due revisori supplenti.

I revisori durano in carica tre anni e sono rieleggibili.

Collegio dei probiviri

Art. 20.

Il Consiglio generale dei soci delegati nomina anche tre probiviri il cui compito è di decidere sui reclami presentati dai soci. Essi durano in carica tre anni.

Fondo di previdenza

Art. 21.

Il fondo di previdenza è determinato con criteri tecnici intesi a garantire le sovvenzioni per decesso e buonuscita.

Art. 22.

Il fondo di previdenza è alimentato da lasciti, da donazioni, dai versamenti da parte dei soci fondatori e dall'avanzo di esercizio di cui all'art. 41.

Sovvenzioni per decesso

Art. 23.

Le sovvenzioni per decesso sono liquidate in caso di morte del socio, del coniuge di esso e dei familiari a carico. Sono considerati familiari a carico, quelli per i quali il socio percepisce dall'Amministrazione la quota complementare della indennità di carovita.

La « Mutua » corrisponderà una sola sovvenzione per lo stesso evento anche se più componenti la famiglia del socio facciano parte della « Mutua » stessa.

Art. 24.

Le sovvenzioni per decesso gravano sulle entrate dell'esercizio in corso ed in caso di insufficienza, sul fondo di previdenza di cui all'art. 21.

In nessun caso possono essere intaccati per le sovvenzioni il capitale sociale, ed i conti « C.I.A. » di cui all'art. 31.

Nel caso di insufficienza del « Fondo » il socio e i suoi eredi riscuoteranno quanto loro è dovuto appena il « Fondo » stesso si sarà ricostituito

Art. 25.

La misura delle sovvenzioni viene determinata dal Comitato amministrativo con apposita deliberazione da sottoporsi alla approvazione del Consiglio generale dei soci delegati in sede di approvazione del rendiconto.

Art. 26.

Il pagamento della sovvenzione deve aver luogo non appena la « Mutua » viene a conoscenza dell'avvenuto decesso.

Art. 27.

In caso di decesso del socio la sovvenzione è pagabile al coniuge.

Nel caso che il coniuge fosse premorto, il socio designerà alla « Mutua » la persona che dovrà riscuotere l'assegno al suo decesso. La « Mutua » darà conferma scritta al socio di tale designazione beneficiaria.

Ove tale designazione non sia stata fatta, la liquidazione avrà luogo nel seguente ordine: a favore dei figli, dei genitori, dei discendenti in linea diretta fino al secondo grado. Nel caso che non vi sia alcuno dei predetti congiunti il pagamento non avrà luogo, salvo il rimborso, da parte della « Mutua », delle spese funerarie da chiunque sostenute nei limiti dell'assegno di decesso.

Sovvenzioni di buonuscita

Art. 28.

Al socio che abbia tre anni di appartenenza alla « Mutua » e cessa di farne parte per collocamento a riposo, per malattia, per limiti di età, o per licenziamento non imputabile a sua colpa, viene corrisposta una sovvenzione di buonuscita la cui misura è stabilita nell'importo di due quinti della sovvenzione per decesso aumentata di un decimo di un ulteriore eventuale importo da determinarsi con le modalità dell'art. 25 per ogni anno di appartenenza alla « Mutua ».

Art. 29.

L'importo complessivo della sovvenzione di buonuscita non può superare in ogni caso quello della sovvenzione per decesso.

Art. 30.

Si applicano alle sovvenzioni di buonuscita le disposizioni dell'art. 24.

Conto individuale di anzianità

Art. 31.

Il conto individuale di anzianità è costituito dalle quote mensili di lire cinquecento che il socio è tenuto a versare alla « Mutua » e che vengono alla fine di ogni anno incrementati di una aliquota dell'avanzo di esercizio ai sensi dell'art. 41.

Tali importi sono accantonati in un « Conto Individuale di Anzianità » « C.I.A » e saranno pagati al momento in cui il socio intestatario cessa di far parte della « Mutua ».

In caso di premorienza i detti importi saranno pagati alla persona che il socio avrà designato alla « Mutua ». In mancanza di tale designazione il pagamento avrà luogo nei modi stabiliti dall'art. 27.

Art. 32.

Il socio deve rilasciare, contemporaneamente alla sottoscrizione della quota sociale, apposita dichiarazione che autorizza il cassiere del Ministero ad eseguire la ritenuta di lire cinquecento sullo stipendio o retribuzione di ogni mese.

Art. 33.

La revoca della dichiarazione di cui all'articolo precedente importa la perdita della qualità di socio al quale per tanto verrà liquidato, trascorsi sei mesi, il conto « C.I.A. » con detrazione delle rate di prestito in atto.

Per l'evenuale reingresso il socio dovrà versare, unitamente alla quota sociale, l'importo del conto « C.I.A. » in un unica soluzione, o in rate mensili di lire cinquemila. Solo dopo che sarà ultimata tale restituzione l'interessato riacquisterà la qualità di socio con l'anzianità della data del reingresso.

Prestiti

Art. 34.

Il credito viene concesso soltanto ai soci mediante prestiti con scadenza breve (fino a un mese) e con prestiti rimborsabili in rate mensili di uguale importo.

Le norme relative saranno stabilite in un regolamento da approvarsi dal Consiglio generale dei soci delegati su proposta del Comitato amministrativo.

Art. 35.

Il Comitato amministrativo col voto favorevole dei quattro quinti dei commissari intervenuti e col parere favorevole del Servizio del personale del Ministero dell'Industria e del commercio potrà attuare altre forme di assistenza creditizia a favore dei propri soci.

Art. 36.

E' espressamente vietato alla « Mutua » di procedere alla raccolta di depositi fiduciari per qualsiasi titolo o sotto qualsiasi forma.

Art. 37.

Il socio all'atto della riscossione del prestito rilascerà al cassiere della « Mutua » dichiarazione irretrattabile che autorizza il cassiere del Ministero ad eseguire le ritenute sullo stipendio o retribuzione di ogni mese a scomputo del debito contratto.

Per le quote non versate tramite il cassiere del Ministero si applicano le disposizioni dell'art. 7.

Art. 38.

La durata del prestito non può eccedere i mesi mancanti alla cessazione del servizio presso il Ministero dell'industria e del commercio.

Art. 39.

Il prestito non ancora estinto all'atto in cui il socio cessa di far parte della « Mutua », sarà trattenuto sugli importi spettanti al socio medesimo a titolo di sovvenzione per decesso e di buonuscita e per ogni altro titolo.

In caso di morte del socio la eventuale parte non recuperabile sarà a carico della « Mutua ».

Esercizio finanziario

Art. 40.

L'esercizio finanziario va dal 1° gennaio al 31 dicembre di ogni anno.

Nel termine di due mesi dalla fine di ogni esercizio il Comitato amministrativo deve provvedere alla compilazione del rendiconto da sottoporre al Consiglio generale dei soci delegati. Il rendiconto, dopo l'approvazione da parte del Consiglio generale dei soci delegati, sarà pubblicato sul « Bollettino ufficiale del Ministero dell'industria e del commercio ».

Art. 41.

L'avanzo di esercizio sarà così ripartito:

1) alla riserva ordinaria il 5% sino al raggiungimento di una somma pari ad un quinto del capitale sociale;

2) alla riserva operazioni creditizie il 10% sino al raggiungimento di una somma pari ad un decimo dell'importo dei prestiti;

3) ai conti « C.I.A. » una somma che non superi l'interesse legale;

4) il rimanente sarà attribuito al fondo di previdenza.

Cassiere

Art. 42.

Il cassiere è nominato dal Comitato amministrativo. Ad esso incombe l'obbligo di tenere il libro cassa che sarà preventivamente vidimato in ogni foglio dal presidente.

Detto libro deve essere tenuto scrupolosamente al corrente con le operazioni della giornata.

Art. 43.

Il cassiere cura la riscossione ed il pagamento delle somme che custodisce sotto la sua personale responsabilità.

Art. 44.

Il cassiere custodirà la somma che sarà stabilita dal Comitato amministrativo per il pagameno immediato delle sovvenzioni per decesso.

Art. 45.

Prima della fine di ogni mese, in data da concordarsi con il consegnatario-cassiere del Ministero, il cassiere della « Mutua » verserà a quello del Ministero tutte le ricevute di trattenute scadenti alla fine del mese.

Art. 46.

Tutti i pagamenti devono risultare da singole autorizzazioni a firma del presidente o di chi ne fa le veci e da ricevute debitamente firmate.

Art. 47.

Di ogni pagamento o riscossione il cassiere deve trasmettere al contabile nella stessa giornata singole comunicazioni debitamente firmate.

Art. 48.

Il Comitato amministrativo determinerà l'importo delle somme che il cassiere può trattenere per i pagamenti da effettuare direttamente.

L'eccedenza dovrà essere depositata, con le modalità che il Comitato stesso stabilirà presso un istituto bancario di notoria solidità.

I prelevamenti dovranno essere effettuati con firma congiunta del Presidente o del Commissario che ne fa le veci ai sensi dell'art. 18 e del cassiere, o, in caso di assenza o impedimento di quest'ultimo, con firma congiunta del presidente e del commissario di cui all'art. 18.

Art. 49.

Le somme che affluiscono alla « Mutua » e che superino l'importo da trattenere ai sensi dell'art. 48 devono essere depositate, nei modi stabiliti da detto articolo, entro ventiquattrore dal loro incasso.

Contabile

Art. 50.

Il contabile è nominato dal Comitato amministrativo. Esso cura, sotto la sua personale responsabilità, le scritturazioni della « Mutua ».

Tali scritturazioni devono essere effettuate:

a) sul giornale mastro;

b) su partitari;

c) su scadenzari.

Egli tiene inoltre il protocollo della corrispondenza, il libro dei soci ed ogni altro libro sussidiario ritenuto necessario, nonchè l'archivio della « Mutua ». Deve fornire al Comitato amministrativo ed ai revisori tutte le notizie che gli verranno richieste come pure è tenuto a far prendere visione di tutti i documenti giustificativi.

Egli deve inolre compilare periodicamente le situazioni contabili occorrenti, farsi parte diligente nel richiedere al cassiere i documenti relativi alle operazioni che importano diritti, obblighi, riscossioni o pagamenti della « Mutua ».

Art. 51.

Il contabile prima di eseguire le scritturazioni del libro giornale deve avere presso di sé il documento giustificativo che deve custodire sotto la sua personale responsabilità.

Scioglimento della « Mutua »

Art. 52.

Lo scioglimento della « Mutua » deve essere deliberato dalla Assemblea, con la presenza di almeno tre quarti del numero dei soci.

La deliberazione sarà valida solo quando si otterrà il voto favorevole di due terzi più uno dei soci iscritti.

Il patrimonio sociale netto, disponibile all'atto dello scioglimento, detratte le quote sociali e gli importi dei conti individuali di anzianità, che saranno restituiti ai soci, sarà devoluto a scopo di assistenza e previdenza ai sensi di legge.

Richiamo ad altre norme

Art. 53.

Per tutto quanto non è espressamente disposto dal presente Statuto valgono le disposizioni del Codice civile e delle leggi speciali.

Disposizioni transitorie

Art. 54.

Per i soci fondatori che facciano parte della « Mutua » alla data del 30 aprile 1952, il periodo di tre anni di appartenenza di cui all'art. 28 si intende già decorso dalla data della loro ammissione.

Art. 55.

I soci ammessi entro la data del 30 aprile 1952 possono effettuare il loro primo versamento nel conto « C.I.A. » per una somma superiore a lire cinquecento.

Art. 56.

I prestiti da concedere ai soci fino al 30 aprile 1952 possono derogare dai principi sanciti dal presente statuto a giudizio insindacabile del Comitato amministrativo.

Visto, *il Ministro per l'industria ed il commercio*
CAMPILLI

DECRETO MINISTERIALE 12 dicembre 1952.

Contrassegni per la riscossione della tassa di circolazione per i veicoli a trazione animale per l'anno 1953.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visti gli articoli 214, 216, 219 del testo unico delle leggi per la finanza locale, approvato con regio decreto 14 settembre 1931, n. 1175;

Visto l'art. 18 del decreto legislativo 29 marzo 1947, n. 177;

Visto l'art. 31 della legge 2 luglio 1952, n. 703;

Visto il decreto del Ministro per le finanze 18 giugno 1951, col quale viene affidata alla Unione italiana dei ciechi la fornitura per il triennio 1952-1954 dei contrassegni metallici per la riscossione della tassa di circolazione per i veicoli a trazione animale;

Di concerto con il Ministro per le finanze;

Decreta:

Art. 1.

I contrassegni per la riscossione della tassa di circolazione per i veicoli a trazione animale, di cui all'art. 214 del testo unico delle leggi per la finanza locale, approvato con regio decreto 14 settembre 1931, n. 1175, sono costituiti per l'anno 1953 da una targa di lamierino di alluminio a forma rettangolare delle dimensioni di mm. 90 × 43: il lato superiore ha una sporgenza costituita da un arco di cerchio di mm. 13 di raggio il cui centro dista dal lato inferiore mm. 35.

Gli angoli sono arrotondati con archi di cerchio di mm. 5 di raggio.

Sulla targa, provvista ai quattro angoli di quattro fori per il passaggio di chiodi, appaiono, in rilievo, una ruota raggiata, il cui centro coincide con il centro del cerchio sopramenzionato; in alto a sinistra, sempre in rilievo, l'anno di validità, e a destra la sigla di individuazione della provincia. In basso a sinistra, sempre in rilievo, l'importo della tassa di circolazione, e a destra, a mezzo di punzone, il numero d'ordine progressivo di matricola del veicolo.

In alto a sinistra è praticata una opportuna foratura per la applicazione del fermaglio automatico, costruito in ottone e composto di due parti: maschio e femmina, corredati del regolamentare filo di ferro rivestito di canapa.

I detti contrassegni sono del valore di L. 125, di L. 250, di L. 500, di L. 1000, di L. 2000 e di L. 4000.

Rimane immutata la riduzione del 50 % in favore dei carri e delle macchine agricole che non siano esenti ai sensi dell'art. 220, lettera *g*), del testo unico per la finanza locale.

Art. 2.

La forma, le dimensioni dei caratteri e le altre indicazioni impresse sui contrassegni metallici risultano dai modelli depositati, a cura dell'Unione italiana dei ciechi, cui è stata affidata la fornitura dei contrassegni stessi, presso il Ministero dei trasporti - Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione e presso il Ministero delle finanze Direzione generale dei servizi per la finanza locale.

Art. 3.

Il prezzo di cessione da parte dell'Unione italiana dei ciechi alle Amministrazioni provinciali per i singoli contrassegni è fissato in L. 40 (quaranta).

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 dicembre 1952

Il Ministro per i trasporti
MALVESTITI

Il Ministro per le finanze
VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 gennaio 1953
Registro n. 36 bilancio Trasporti, foglio n. 35. — LA MICELA

Tabelle delle sigle di individuazione delle Provincie della Repubblica

Provincia	Sigla	Provincia	Sigla
Agrigento	AG	Brescia	BS
Alessandria	AL	Brindisi	BR
Ancona	AN	Cagliari	CA
Aosta	AO	Caltanissetta	CL
Aquila	AQ	Campobasso	CB
Arezzo	AR	Caserta	CE
Ascoli Piceno	AP	Catania	CT
Asti	AT	Catanzaro	CZ
Avellino	AV	Chieti	CH
Bari	BA	Como	CO
Belluno	BL	Cosenza	CS
Benevento	BN	Cremona	CR
Bergamo	BG	Cuneo	CN
Bologna	BO	Enna	EN
Bolzano	BZ	Ferrara	FE

Firenze	FI	Pistoia	PT
Foggia	FG	Potenza	PZ
Forlì	FO	Ragusa	RG
Frosinone	FR	Ravenna	RA
Genova	GE	Reggio C.	RC
Gorizia	GO	Reggio E.	RE
Grosseto	GR	Rieti	RI
Imperia	IM	Roma	ROMA
Latina	LT	Rovigo	RO
Lecce	LE	Salerno	SA
Livorno	LI	Sassari	SS
Lucca	LU	Savona	SV
Mantova	MN	Siena	SI
Macerata	MC	Siracusa	SR
Massa Carrara	MS	Sondrio	SO
Matera	MT	Spezia	SP
Messina	ME	Taranto	TA
Milano	MI	Teramo	TE
Modena	MO	Terni	TR
Napoli	NA	Torino	TO
Novara	NO	Trapani	TP
Nuoro	NU	Trento	TN
Padova	PD	Treviso	TV
Palermo	PA	Udine	UD
Parma	PR	Varese	VA
Pavia	PV	Venezia	VE
Perugia	PG	Vercelli	VC
Pesaro	PS	Verona	VR
Pescara	PE	Vicenza	VI
Piacenza	PC	Viterbo	VT
Pisa	PI		

Il Ministro per i trasporti
MALVESTITI

Il Ministro per le finanze
VANONI

(557)

DECRETO MINISTERIALE 24 dicembre 1952.
Rinnovazione della Commissione provinciale per il collocamento di Aosta.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce, in due anni, la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto Ministeriale 28 febbraio 1950 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Aosta e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

Articolo unico.

E' ricostituita nella provincia di Aosta, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Gatti dott. Aronne, direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro;

Scollica Gino, funzionario dell'Ufficio del lavoro designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

Membri:

Gaiatto ing. Achille, rappresentante del Genio civile;

Rosset Vittorio, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Reggio dott. Luigi, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Brunet Marcello, Colombo Mario, Commin Guido, Moreschini Dino, Guichardaz Ernesto, Bertolino Roberto e Roveyaz Cipriano, rappresentanti dei lavoratori;

De Coulare de La Fontaine dott. Ettore, Luchini Settimo, Miazzo Giuseppe e Bionaz dott. Cesare, rappresentanti dei datori di lavoro;

Bus Gioacchino, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 dicembre 1952

Il Ministro: RUBINACCI

(490)

DECRETO MINISTERIALE 24 dicembre 1952.
Autorizzazione all'Unione italiana di riassicurazione ad assumere e gestire, per l'anno 1953, la riassicurazione dei rischi ordinari dei trasporti marittimi per le costruzioni navali e per la navigazione delle navi mercantili italiane.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative e regolamentari;

Visto il regio decreto legislativo 17 maggio 1946, numero 590;

Vista la legge 23 febbraio 1952, n. 102;

Visto il decreto Ministeriale 12 maggio 1952, registrato alla Corte dei conti il 6 ottobre 1952, registro n. 13, foglio 311, con il quale l'Unione italiana di riassicurazione è stata autorizzata, per gli anni 1951 e 1952, ad assumere e gestire per conto e nell'interesse dello Stato la riassicurazione dei rischi ordinari dei trasporti marittimi per le costruzioni navali e per la navigazione delle navi mercantili italiane;

Ritenuta la necessità di autorizzare anche per l'anno 1953 la predetta Unione ad assumere i rischi di cui sopra è cenno;

Sentito il Comitato di vigilanza tecnico-amministrativa indicato dalla sopra richiamata legge 23 febbraio 1952, n. 102;

Decreta:

Art. 1.

L'Unione italiana di riassicurazione è autorizzata, per l'anno 1953, ad assumere e gestire, per conto e nell'interesse dello Stato, la riassicurazione dei rischi ordinari dei trasporti marittimi per le costruzioni navali e per la navigazione delle navi mercantili italiane, che eccedono la capacità di copertura dei rischi da parte del mercato assicurativo nazionale, compresa la riassicurazione presso le società di cui all'art. 1 della legge 23 febbraio 1952, n. 102, e presso i mercati esteri.

Art. 2.

La gestione sarà effettuata a norma dell'art. 3 della citata legge 23 febbraio 1952, n. 102.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 dicembre 1952

p. *Il Ministro per l'industria e commercio*
CARCATERRA

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 gennaio 1953
Registro n. 14 Industria e commercio, foglio n. 249

(411)

DECRETO MINISTERIALE 3 gennaio 1953.
Trasformazione in permanente di una succursale temporanea dei Magazzini generali Mecozzi di Milano.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sull'ordinamento dei Magazzini generali, convertito in legge con la legge 9 giugno 1927, n. 1158, nonchè il relativo regolamento di esecuzione approvato col regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126;

Vista altresì la legge 12 maggio 1930, n. 685;

Visti i decreti Ministeriali 30 giugno 1927 e 3 marzo 1950, che autorizzano la Società per azioni Magazzini generali Aurelio Mecozzi all'esercizio di Magazzini generali in Milano, via Melchiorre Delfico n. 52;

Vista la nota n. 211912 in data 7 gennaio 1952, che autorizza la predetta Società all'esercizio di una succursale temporanea in Lissone, via Zanella n. 1, per l'immagazzinamento di burro e tuorli d'uovo congelati;

Vista l'istanza con la quale la Società più volte citata chiede che la succursale temporanea come sopra autorizzata venga trasformata in permanente;

Viste le risultanze degli accertamenti effettuati, a cura della Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano, circa il funzionamento della succursale in questione, nonchè, in particolare, la delibera di Giunta del 12 novembre 1952, che esprime parere favorevole alla chiesta trasformazione in permanente della succursale medesima;

Decreta:

Art. 1.

La Società per azioni Magazzini generali Mecozzi è autorizzata in via permanente all'esercizio in regime di Magazzini generali delle celle refrigerate site in Lissone, via Zanella n. 1, nello stabilimento della S. A. Motta.

In detta succursale potranno depositarsi merci varie, nazionali e nazionalizzate, con particolare riguardo alle materie prime per l'industria dolciaria.

Art. 2.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano è incaricata di vigilare sull'esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica. Entro sei mesi dalla data del decreto stesso la predetta Camera di commercio, proporrà al Ministero l'eventuale integrazione della cauzione, dovuta dai Magazzini generali Mecozzi a seguito della istituzione, in via permanente, della nuova succursale, come sopra autorizzata.

Roma, addì 3 gennaio 1953

p. *Il Ministro*: CARCATERRA

(351)

DECRETO MINISTERIALE 15 gennaio 1953.
Condizioni per l'incorporazione del Monte di credito su pegno di Vigevano, con sede in Vigevano (Pavia), nella Cassa di risparmio di Vigevano, con sede in Vigevano (Pavia).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, ed il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto, in data 16 ottobre 1952, n. 1970, del Presidente della Repubblica, con il quale è stata disposta l'incorporazione del Monte di credito su pegno di Vigevano, nella Cassa di risparmio di Vigevano;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

La incorporazione del Monte di credito su pegno di Vigevano, con sede in Vigevano (Pavia), nella Cassa di risparmio di Vigevano, con sede in Vigevano (Pavia), disposta con decreto in data 16 ottobre 1952, n. 1970, del Presidente della Repubblica, avrà luogo alle seguenti condizioni:

a) assunzione da parte della Cassa di risparmio di Vigevano di tutte le attività e passività del Monte di credito su pegno di Vigevano, quali risulteranno alla data di pubblicazione del presente decreto;

b) incameramento, da parte della Cassa, del patrimonio netto del Monte;

c) impegno, da parte della Cassa, di assicurare, sulla piazza di Vigevano, il servizio del credito pegnoratizio, come attualmente praticato dal Monte, limitatamente cioè ai soli oggetti preziosi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 gennaio 1953

Il Ministro: PELLA

(408)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Provvedimento n. 350 del 30 gennaio 1953 riguardante il prezzo dei carboni

A parziale modifica delle disposizioni contenute nella circolare n. 346 del 24 dicembre 1952, il Comitato interministeriale dei prezzi, con provvedimento n. 350 del 30 gennaio 1953, ha adottato le seguenti decisioni.

I. — PREZZI DEI CARBONI FOSSILI ESTERI

Con decorrenza dagli arrivi dal 1º febbraio 1953, i prezzi del carbone non sdoganato, per tonnellata metrica resa cif porti Alto Tirreno o franco frontiera, vengono modificati come appresso.

I prezzi stessi si riferiscono alle pezzature di origine dei carboni di qualità primaria o comunque con non più del 5 % di umidità e del 10 % di ceneri sul secco, fatta esclusione per i minuti non lavati e per le voci per le quali è fatta menzione delle qualità secondarie.

I prezzi cif sottoindicati sono determinati per i porti dell'Alto Tirreno. Per i porti del Basso Tirreno (compresa Civitavecchia) e delle Isole (Sicilia e Sardegna), i prezzi cif vanno maggiorati di L. 215 a tonnellata. Per gli altri porti gli stessi prezzi vanno maggiorati di L. 700 per il carbone proveniente dall'America e di L. 500 per le altre provenienze esclusa la Polonia per la quale la maggiorazione resta di L. 400 alla tonnellata.

Per il carbone americano sbarcato a Savona Funivie il prezzo cif è ridotto di L. 300 a tonnellata. Per il carbone sbarcato in più porti è consentita una ulteriore maggiorazione su quelle precedentemente previste fino al massimo di L. 300 a tonnellata, che dovrà peraltro essere autorizzata dai Comitati provinciali dei prezzi competenti per territorio con apposita lettera, i cui estremi saranno richiamati nella fattura dell'importatore.

CARBONI AMERICANI

1. *Carbone da vapore*:		
basse materie volatili tout venant	L.	11.100
basse materie volatili grigliato in miniera	»	11.600
alte materie volatili tout venant		10.800
alte materie volatili grigliato in miniera		11.250
2. *Carbone da gassogeno* grigliato in miniera		11.250
3. *Carbone da gas*	»	10.850
4. *Carbone da coke*		
basse materie volatili	»	11.650
alte materie volatili		11.350
5. *Coke di petrolio*	»	16.550

CARBONI INGLESI

1. *Antracite*:		
grosso e arancio (pezzatura superiore a 80 mm.)	L.	15.950
noce (pezzatura 30/80 mm.)	»	16.850
nocetta (pezzatura da 10 a 30 mm. e da 25 a [illegible] mm.)		17.300
minuti lavati (da 0 a 10 mm.)	»	9.600
2. *Carboni da vapore e da forno*:		
a) carbone del Galles (Cardiff, Newport, Barry, Penarth, Swansea)		
grigliato in miniera	»	11.950
grosso o arancio (pezzatura superiore a 80 mm.)	»	11.950
noce (trebbles, doubles) (pezzatura da 30 a 80 mm.)	»	11.950
minuti metà lavati e metà non lavati (da 0 a 10 mm.)	»	10.550
b) carbone Yorkshire:		
grigliato in miniera classe prima	»	11.550
grigliato in miniera classe seconda e terza	»	11.100
noce (trebbles) classe prima	»	11.550
noce (trebbles) classe seconda	»	11.100
nocetta (doubles-singles) classe prima	»	11.100
nocetta (doubles-singles) classe seconda	»	10.850
nocetta (doubles-singles) classe terza	»	10.400
minuti lavati (da 0 a 10 mm.) classe prima	»	8.850
minuti lavati (da 0 a 10 mm.) classe seconda	»	8.400
minuti lavati (da 0 a 10 mm.) classe terza	»	7.950
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.) classe prima	»	8.650
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.) classe seconda	»	8.200
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.) classe terza	»	7.750
c) Carbone East Middland:		
grigliato in miniera classe prima	L.	11.300
noce (trebbles) classe prima	»	11.300
nocetta (doubles-singles) classe prima	»	10.850
minuti lavati (da 0 a 10 mm.) classe prima	»	8.400
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.) classe prima	»	7.500
d) carbone Northumberland:		
grigliato in miniera classe prima	»	11.100
noce (trebbles) classe prima	»	11.100
nocetta (doubles-singles) classe prima	L.	10.650
minuti lavati (da 0 a 10 mm.) classe prima	»	8.200
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.) classe prima	»	7.500
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.) classe seconda	»	7.050
e) carbone Scotland:		
grigliato in miniera classe prima	»	10.850
noce (trebbles) classe prima	»	10.850
noce (trebbles) classe seconda	»	10.650
noce (trebbles) classe terza	»	10.200
nocetta (doubles-singles) classe prima	»	10.500
nocetta (doubles-singles) classe seconda	»	10.300
nocetta (doubles-singles) classe terza	»	9.850
minuti lavati (da 0 a 10 mm.) classe prima	»	8.400
f) carbone del Durham:		
grigliato in miniera classe prima	»	11.550
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.) classe prima	»	8.400
3. *Carbone da gas*:		
a) carbone Durham primario	»	11.300
carbone Durham secondario	»	11.100
b) carbone Yorkshire primario	»	11.550
c) carbone East Middland primario	»	11.300
d) carbone Northumberland secondario	»	11.100

CARBONE ARSA
(cif porti Adriatici)

Granitello (pezzatura da 10 a 20 mm.)	L.	9.300
Minuto (da 0 a 10 mm.)		8.000

CARBONE SUD-AFRICA
(cif Adriatico e Tirreno)

Antracite arancio (pezzatura da 50 a 80 mm.)	L.	16.000
Antracite noci (pezzatura da 30 a 50 mm.)		17.000
Antracite pisello		12.150
Carbone da vapore	»	9.800

ANTRACITE RUSSA
(cif Adriatico e Tirreno)

Pezzatura da 25 a 100 mm.	L.	21.400

ANTRACITE MAROCCHINA
(cif Tirreno)

Pezzatura da 30 a 80 mm.	L.	22.150
Pezzatura da 20 a 30 mm.		19.850
Pezzatura da 10 a 20 mm.		16.250
Pezzatura da 6 a 10 mm.		15.450
Minuto lavato		13.250

CARBONI TEDESCHI

	Via mare Lire	Via terra Lire
1. *Antracite*:		
a) antracite di 1ª classe:		
noci 1 2	—	17.300
minuti lavati	—	12.300
b) antracite di 2ª classe:		
noci 1 2	—	14.800
minuti lavati	—	12.300
c) antracite speciale per elettrodi	—	21.150
2. *Carbone magro* (ess):		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.)	11.350	12.700
noci 1	12.750	14.100
noci 2 3	13.050	14.400
3. *Carbone grasso* (fett):		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.)	11.350	12.700
noci 1 2	11.350	12.700
noci 3 4	11.500	12.900
4. *Carbone da vapore a lunga fiamma* (gas flamm):		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.)	11.350	12.700
noci 1 2	11.350	12.700
5. *Carbone da gas*:		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.) (gasstuck)	11.350	12.700
noci 1 2 (gasnuss)	11.350	12.700
noci 3 4 (gasnuss)	11.500	12.900
6. *Carbone da coke*:		
fini da coke	11.000	12.300

	Via mare Lire	Via terra Lire
	—	—
CARBONI FRANCESI		
1. *Antracite e carboni magri*:		
a) Bacino del Delfinato (antracite):		
grigliato (da 50 a 80 mm.)	—	21.750
noci (da 30 a 50 mm.)	—	21.000
nocetta (da 15 a 30 mm.)	—	18.450
b) Bacino Nord Francia (magro antracitoso):		
arancio, noce	—	24.150
c) Bacino delle Cevennes (carboni magri):		
nocetta (da 10 a 20 mm.)	—	14.600
minuto (da 0 a 10 mm.)	—	—
2. *Bacino Sarre e Lorena*:		
a) carbone grasso da vapore e da gas:		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.)	11.700	12.400
noci 1 2 3 4	11.700	12.400
b) carbone a lunga fiamma da vapore e da forno:		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.)	11.700	12.400
noci 1 2	11.700	12.400
noci 3 4	11.300	11.950
minuti lavati	10.850	10.850
CARBONE BELGA		
1. *Carboni grassi*:		
grigliato oltre 80 mm.	11.850	14.850
grigliato da 10 a 30 mm.	11.850	14.850
minuti lavati da 0 a 10 mm.	10.800	13.800
minuti lavati da 0 a 10 mm. « coking »	11.050	14.050
2. *Carboni semi grassi*:		
grani lavati da 5 a 10 mm.	13.050	—
minuti lavati da 0 a 10 mm.	10.550	13.550
minuti non lavati da 0 a 10 mm.	9.500	12.500
3. *Carboni 1/4 grassi e magri* (antracite):		
grani lavati da 5 a 10 mm.	12.400	15.400
minuti lavati da 0 a 10 mm.	10.350	13.350
minuti non lavati da 0 a 10 mm.	9.250	12.250
4. *Carboni da gas*:		
grigliato oltre 80 mm.	11.500	14.500
noci da 50 a 80 mm.	11.800	14.800
noci da 30 a 50 mm.	11.800	14.800
pezzatura lavata da 10 a 30 mm.	11.500	14.500
5. *Antracite*:		
pezzatura da 80 a 120 mm.	—	21.400
pezzatura da 50 a 80 mm.	—	22.450
pezzatura da 30 a 50 mm.	—	24.100
CARBONE PALACCO		
Pezzatura oltre 30 mm.	11.350	—
Pezzatura da 10 a 30 mm.	10.750	—
Minuto da 0 a 10 mm.	—	—
MATTONELLE ED ALTRI AGGLOMERATI		
Mattonelle	12.200	—
Ovuli di antracite belga	14.850	—
Ovuli semigrassi belga	15.050	—

Per l'antracite nuovamente grigliata durante la discarica dei vapori, i prezzi franco vagone porto di sbarco saranno fissati dal Comitato provinciale dei prezzi, previ accertamenti.

Restano invariate le disposizioni generali di cui alla circolare n. 287 del 10 luglio 1951, come pure le norme e le aliquote per la nazionalizzazione dei carboni e la formazione dei prezzi di vendita al consumo di cui alle circolari n. 249 del 24 ottobre 1950 e n. 103 del 9 aprile 1947.

II. — PREZZI DEI CARBONI NAZIONALI

Con decorrenza dal 1° febbraio 1953 sono fissati come appresso i prezzi del carbone Sulcis reso franco vagone ai porti di sbarco indicati, a modifica della circolare n. 338 del 29 settembre 1952:

Genova:
minuto L. 8.100; granitello L. 9.600; arancio L. 10.100;

Savona:
minuto L. 8.100; granitello L. 9.600; arancio L. 10.100;

La Spezia:
minuto L. 8.150; granitello L. 9.650; arancio L. 10.150;

Livorno:
minuto L. 8.300; granitello L. 9.800; arancio L. 10.300;

Civitavecchia:
minuto L. 8.300; granitello L. 9.800; arancio L. 10.300;

Napoli:
minuto L. 8.350; granitello L. 9.850; arancio L. 10.350;

Salerno:
minuto L. 8.350; granitello L. 9.850; arancio L. 10.350;

Bari
minuto L. 8.600; granitello L. 10.100; arancio L. 10.600;

Ancona:
minuto L. 9.100; granitello L. 10.600; arancio L. 11.100;

Venezia:
minuto L. 8.950; granitello L. 10.450; arancio L. 10.950.

Prezzi cif per i porti della Sicilia: minuto L. 7.450; granitello L. 8.950; arancio L. 9.450.

Valgono per il carbone Sulcis le stesse norme prescritte per il carbone fossile estero per quanto concerne l'obbligo di indicare in fattura la qualità e la provenienza della merce di cui alla circolare n. 287 del 10 luglio 1951.

Restano invariate le norme per la formazione dei prezzi di vendita al consumo di cui alla circolare n. 103 del 9 aprile 1947 del Ministero dell'industria e commercio.

(552)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa « Ente costruzione quartiere giuliano dalmata », con sede in Milano, e nomina del commissario liquidatore.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 24 gennaio 1953, la Società cooperativa « Ente costruzione quartiere giuliano dalmata », con sede in Milano, costituita con rogito in data 18 agosto 1947 del sig. Barassi Giancarlo, notaio in Milano, è stata sciolta ad ogni effetto di legge ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, ed è stato nominato commissario liquidatore il rag. Ruggero Di Leo.

(473)

Scioglimento del Consiglio di amministrazione della Società cooperativa di lavoro « Clan », con sede in Roma, e nomina del commissario.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 20 gennaio 1953, è stato sciolto il Consiglio di amministrazione della Società cooperativa di lavoro « Clan », con sede in Roma, costituita in data 27 febbraio 1951, con atto del dott. Mario Pulcini, notaio in Roma, ed è stato nominato commissario governativo il rag. Salvatore Lo Voi.

(475)

Scioglimento della Società cooperativa agricola commercio e trasporti italo-equatoriana, con sede in Genova

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 31 dicembre 1952, la Società cooperativa agricola, commercio e trasporti italo-equatoriana, con sede in Genova, costituita con atto in data 9 settembre 1947 del notaio Andrea De Scalzo, è stata sciolta ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza che sia necessaria la nomina del commissario liquidatore, non essendovi rapporti patrimoniali da definire.

(476)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società Cooperativa Agricola, Industriale, Commerciale, Internazionale « S.C.A.I.C.I. » con sede in Cuneo.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 31 dicembre 1952, è stata sciolta, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile la Società Cooperativa Agricola, Industriale, Commerciale, Internazionale « S.C.A.I.C.I. », con sede in Cuneo, senza far luogo alla nomina del liquidatore, non essendovi rapporti patrimoniali da definire.

(477)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO
ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO
PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 26

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 2 febbraio 1953

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
	—	—
Borsa di Bologna	624,93	644 —
» Firenze	624,90	641 —
» Genova	624,90	643 —
» Milano	624,91	643,25
» Napoli	624,93	642 —
» Palermo	621,92	643,87
» Roma	624,89	643,25
» Torino	624,94	640 —
» Trieste	624,93	—
» Venezia	624,90	643,50

Media dei titoli del 2 febbraio 1952

Rendita 3,50 % 1906	66,25
Id. 3,50 % 1902	61,30
Id. 3 % lordo	79,25
Id. 5 % 1935	95,225
Redimibile 3,50 % 1934	79,45
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	69,90
Id. 5 % (Ricostruzione)	92,525
Id. 5 % 1936	92,85
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,275
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	97,225
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	97,20

L'ispettore generale contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 2 febbraio 1953

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U.S.A.	Lit. 624,90
1 dollaro canadese	» 643,25

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit. 1749,72

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,50	per franco belga
Danimarca	»	90,46	» corona danese
Egitto	»	1794,55	» lira egiziana
Francia	»	1,785	» franco francese
Germania	»	148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,48	» corona norvegese
Olanda	»	164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,90	» franco svizzero

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Basicò ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 29 agosto 1952, registrato alla Corte dei conti il 19 gennaio 1953, registro n. 2 Interno, foglio n. 230, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Basicò (Messina) di un mutuo di L. 836.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(528)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Villarosa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 1° settembre 1952, registrato alla Corte dei conti il 19 gennaio 1953, registro n. 2 Interno, foglio n. 222, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Villarosa (Enna) di un mutuo di L. 31.307.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(529)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEI TRASPORTI

Costituzione delle Commissioni esaminatrici compartimentali per l'espletamento del concorso a mille posti di allievo aiuto macchinista, indetto con decreto Ministeriale 2 luglio 1952.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il decreto Ministeriale 2 luglio 1952, n. 32, registrato alla Corte dei conti, addì 6 agosto 1952, registro n. 33 Ufficio ferrovie, foglio n. 15, con il quale è stato indetto un pubblico concorso a mille posti di allievo aiuto macchinista da ammettere ad un corso di istruzione per la nomina di altrettanti aiuto macchinisti in prova;

Visto l'art. 10 della legge 4 novembre 1950, n. 888;

Vista la relazione della Direzione generale delle ferrovie dello Stato Servizio personale ed affari generali n. P.A.G. 41/24/208/224827 del 22 dicembre 1952;

Decreta:

Per l'espletamento del concorso a mille posti di allievo aiuto macchinista citato nelle premesse, in relazione al punto 10 del relativo bando, le Commissioni esaminatrici compartimentali sono composte come segue:

Compartimento di Torino:
Gargiulo ing. Aldo, ispettore capo, presidente;
Boggio Merlo ing. Italo, allievo ispettore, membro;
Prestinoni Enrico, capo deposito di 2ª classe, membro;
Provera Mario, segretario capo, segretario.

Compartimento di Genova:
Gavotti ing. Giuseppe, ispettore capo, presidente;
Del Corso ing. Orlando, allievo ispettore, membro;
Goffi Giuseppe, capo deposito superiore, membro;
Parodi Agostino, segretario capo, segretario.

Compartimento di Milano:
Sacco ing. Francesco, ispettore capo, presidente;
Ferrari ing. Ettore, allievo ispettore, membro;
Del Fante Dario, capo deposito di 2ª classe, membro;
Zavattaro rag. Aldo, segretario principale, segretario.

Uffici di Verona:
Zannini ing. Aldo, ispettore capo, presidente;
Primo ing. Arturo, allievo ispettore, membro;
Montanari Antonio, capo deposito di 1ª classe, membro;
Tommasini Francesco, applicato principale, segretario.

Compartimento di Venezia:
Schenetti ing. Giuseppe, ispettore capo, presidente;
Casagrande ing. Luigi, allievo ispettore, membro;
Serazzi Evasio, capo deposito di 1ª classe, membro;
Nodari Attilio, segretario capo, segretario.

Compartimento di Bologna:
Greco ing. Alfredo, ispettore capo, presidente;
Valentini ing. Paolo, allievo ispettore, membro;
Catanzariti Pasquale, capo deposito principale, membro;
Dini Fulvio, applicato capo, segretario.

Compartimento di Firenze:
Ferrero ing. Tomaso, ispettore capo, presidente;
1ª Sottocommissione:
Socci ing. Giorgio, allievo ispettore, membro;
Fontana Giovan Battista, capo deposito di 1ª classe, membro;
2ª Sottocommissione:
Corradini ing. Camillo, allievo ispettore, membro;
Morosi Alberto, capo deposito di 2ª classe, membro;
Antonacci Gaetano, applicato capo, segretario.

Compartimento di Ancona:
Carlini ing. Giovanni, ispettore capo, presidente;
Rattazzi ing. Evandro, allievo ispettore, membro;
Costantini Ettore, capo deposito principale, membro;
Pieroni Vittorio, segretario principale, segretario.

Compartimento di Roma:
Felitti ing. Giuseppe, ispettore capo, presidente;
Loreti ing. Riccardo, ispettore principale, membro;
Ferrucci Giuseppe, capo deposito superiore, membro;
Ornelli Orazio, applicato capo, segretario.

Compartimento di Napoli:
Aronisa ing. Calogero, ispettore principale, presidente;
Maffei ing. Giuseppe, allievo ispettore, membro;
Troiano Leonardo, capo deposito principale, membro;
Bossa Gaetano, applicato principale, segretario.

Compartimento di Bari:
Agosta ing. Ignazio, ispettore principale, presidente;
Sinisi ing. Francesco, allievo ispettore, membro;
Itri Mario, capo deposito di 1ª classe, membro;
Breazzano Ettore, segretario capo, segretario.

Compartimento di Reggio Calabria:
Lo Sardo ing. Francesco, ispettore capo, presidente;
Mauceri ing. Giovanni, allievo ispettore, membro;
Morabito Demetrio, capo deposito di 3ª classe, membro;
Mannipieri Faustino, segretario capo, segretario.

Compartimento di Palermo:
Scopece ing. Alessandro, ispettore capo, presidente.
1ª Sottocommissione:
Criscione ing. Giuseppe, allievo ispettore, membro;
Lo Bosco Giovanni, capo deposito di 1ª classe, membro;
2ª Sottocommissione:
D'Angelo ing. Giovanni, allievo ispettore, membro;
Carboni Umberto, capo deposito di 3ª classe, membro;
Pirrone Francesco, segretario principale, segretario.

Compartimento di Cagliari:
Manunza ing. Filippo, ispettore capo, presidente;
Catalano ing. Roberto, allievo ispettore, membro;
Luongo Egidio, capo deposito principale, membro;
Floris Efisio, applicato principale, segretaario.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 4 gennaio 1953

Il Ministro: MALVESTITI

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 gennaio 1953
Registro n. 36 bilancio Trasporti, foglio n. 108. — LA MICELA

(501)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario capo di 1ª classe (grado III) vacante nel comune di Aosta.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 21 agosto 1952, per il conferimento del posto di segretario capo di 1ª classe (grado III) vacante nel comune di Aosta;

Visto il decreto Ministeriale 16 dicembre 1952, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, nonchè il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario capo di 1ª classe, vacante nel comune di Aosta, nell'ordine appresso indicato:

N.	Candidato		Punti	
1.	Girolami dott. Alfonso	punti	96,26	su 133
2.	Re dott. Domenico	»	93,24	»
3.	Chialda dott. Albino	»	90 —	»
4.	Emiliani Nicola	»	86,60	»
5.	Ruppen dott. Giuseppe	»	84,82	»
6.	Vasta dott. Rosario	»	84,50	»
7.	Sala Tenna G. Battista	»	82,52	»
8.	Fiorentin dott. Antonio	»	82,35	»
9.	Di Guglielmo Raffaele	»	82 —	»
10.	Pollidori rag. Giuseppe	»	81,95	»
11.	La Bianca dott. Cosimo	»	79,83	»
12.	Abbaticchio dott. Pietro	»	78,86	»
13.	Natale dott. Antonio	»	78 —	»
14.	Rianò dott. Enrico	»	77,27	»
15.	Marzola Ilario	»	77,08	»
16.	Campanelli dott. Giovanni	»	76,66	»
17.	De Palo dott. Vittorio	»	76,64	»
18.	Ghiani dott. Paolo	»	75,39	»
19.	Innocenti Pratesi dott. Egidio	»	75,35	»
20.	De Lisi dott. Leonardo	»	75,02	»
21.	Cantarini dott. Giulio	»	74,86	»
22.	Succi Cimentini dott. Flobert	»	74,58	»
23.	Sgro dott. Pietro	»	74,40	»
24.	Manzini dott. Dario	»	74,31	»
25.	Milioni Arturo	»	73,50	»
26.	Messina dott. Francesco	»	73,10	»
27.	Stabile dott. Baldassarre	»	72,73	»
28.	Baraldi dott. Dario	»	72,24	»
29.	Seccia dott. Giorgio	»	70,92	»
30.	Di Pilla dott. Giovannangelo	»	70,05	»
31.	Di Palma dott. Leuccio	»	69,43	»
32.	Boccardi Tommaso	»	68,16	»
33.	Orsini geom. Orsino	»	67,08	»
34.	Spezia rag. Roberto	»	66 —	»
35.	Ferraro dott. Domenico	»	65,81	»
36.	Di Santo dott. Angelo	»	65,50	»
37.	De Petris Paolo	»	62,50	»
38.	Lo Iacono dott. Domenico	»	57,50	»
39.	Ferrigni dott. Giovanni	»	51,50	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 gennaio 1953

p. *Il Ministro*: BUBBIO

(432)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Esito del concorso a nove posti di capotecnico chimico aggiunto in prova per il Servizio chimico militare (grado 11°, gruppo B).

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, e le successive modificazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, e le successive modificazioni;

Visto il regio decreto 6 dicembre 1940, n. 1663;

Visto il decreto Ministeriale 24 novembre 1951, col quale fu indetto un concorso, per esami e per titoli a nove posti di capotecnico chimico aggiunto in prova per il Servizio chimico militare (grado 11°, gruppo *B*) riservato al personale civile statale di ruolo;

Riconosciuta la regolarità del procedimento degli esami e visto il risultato degli esami stessi;

Decreta:

Art. 1.

E' approvato il seguente risultato del concorso, per esami e per titoli, a nove posti di capotecnico chimico aggiunto in prova per il Servizio chimico militare (grado 11°, gruppo *B*) riservato al personale civile statale di ruolo ed indetto con decreto Ministeriale 24 novembre 1951:

Lo Sapio Girolamo: media dei punti riportati nelle prove scritta e pratica 7,75; punto riportato nella prova orale 6; punto attribuito per i titoli prodotti —; votazione complessiva 13,75.

Art. 2.

In relazione al risultato di cui all'art. 1, il candidato Lo Sapio Girolamo è dichiarato vincitore del concorso a nove posti di capotecnico chimico aggiunto in prova per il Servizio chimico militare, con punti 13,75.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 15 dicembre 1952

Il Ministro: PACCIARDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 gennaio 1953
Registro n. 1 Esercito, foglio n. 239. — TEMPESTA

(430)

PREFETTURA DI PESARO E URBINO

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pesaro e Urbino

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PESARO E URBINO

Visto il proprio decreto n. 25187 in data 9 settembre 1952, con il quale è stato provveduto alla assegnazione delle condotte ostetriche vacanti al 30 novembre 1949;

Atteso che le ostetriche, Frazza Giannina, Storoni Antonietta, Sparaventi Anna e Aquilotti Ines designate vincitrici rispettivamente delle condotte di Fossombrone (Isola di Fano) Montefelcino (Monteguiduccio), Pergola (Monterolo) e Pietrarubbia hanno rinunciato alle stesse;

Ritenuto che le condotte resesi così vacanti vanno assegnate alle ostetriche aventi diritto che sono, rispettivamente, Storoni Antonietta, Monaldi Ornella, Polverari Clara e Guidomei Adalgisa;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le ostetriche sottoindicate sono dichiarate vincitrici della condotta a fianco di ciascuna indicata:

Storoni Antonietta: Fossombrone (Isola di Fano);
Polverari Clara: Pergola (Monterolo);
Monaldi Ornella: Montefelcino (Monteguiduccio);
Guidomei Adalgisa: Pietrarubbia.

I sindaci dei Comuni interessati sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto che verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei comuni di Fossombrone, Pergola, Montefelcino e Pietrarubbia.

Pesaro, addì 20 gennaio 1953

Il prefetto: SANTORO

(401)

PREFETTURA DI MASSA CARRARA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Massa Carrara

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MASSA CARRARA

Visto il decreto prefettizio n. 15322 in data 6 ottobre 1952, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 237, dell'11 ottobre 1952, e nel Foglio annunzi legali della Provincia n. 14 dell'11 ottobre 1952, col quale si apportano variazioni alla dichiarazione delle vincitrici delle condotte ostetriche di Mulazzo e di Bagnone;

Visto il telegramma in data odierna, col quale il sindaco di Mulazzo comunica che l'ostetrica nominata titolare della condotta comunale non ha assunto servizio nei termini assegnatile e, quindi, deve considerarsi rinunciataria al posto;

Viste le dichiarazioni preferenziali indicate dalle candidate nelle domande di partecipazione al concorso e le successive dichiarazioni di accettazione e di rinuncia;

Visti i decreti prefettizi citati in quello precedentemente indicato ed i successivi n. 19831 in data 17 dicembre 1952 e n. 20619 in data 3 gennaio 1953, in corso di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*;

Visto l'art. 81 e l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

A parziale modifica del decreto di cui in narrativa, è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica del comune di Mulazzo la signorina Bice Medici di Italo.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* nel Foglio annunzi legali della provincia di Massa Carrara, nel bollettino atti ufficiali della Prefettura e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Massa, addì 7 gennaio 1953

Il Prefetto

(282)

PREFETTURA DI PISA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Pisa

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PISA

Visto il proprio decreto n. 18544 del 2 agosto 1952, col quale veniva approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso per i posti di medico condotto vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1949, indetto con precedente decreto prefettizio n. 4271 del 9 marzo 1950, nonchè il successivo decreto, stesso numero e data, con il quale si proclamano i vincitori del concorso stesso;

Visto il telegramma in data 7 gennaio corrente, con il quale il sindaco di San Giuliano Terme comunica che il dott. Palla Mario, già nominato titolare della condotta medica di Pontasserchio con decreto prefettizio n. 27481 del 28 novembre 1952, è stato dichiarato rinunciatario alla condotta medesima;

Considerato, pertanto, che occorre provvedere all'assegnazione della condotta medica di Pontasserchio al concorrente che segue immediatamente il predetto rinunciatario nella graduatoria dei candidati dichiarati idonei al concorso suindicato;

Visto il combinato disposto dagli articoli 26 e 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Ripoli Bruno è dichiarato vincitore della condotta medica di Pontasserchio.

Il presente decreto, che sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia, verrà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del comune di San Giuliano Terme.

Pisa, addì 8 gennaio 1953

Il prefetto: MOCCI DE MARTIS

(285)

PREFETTURA DI FROSINONE

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Frosinone

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FROSINONE

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento per i concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il proprio decreto n. 2306 del 20 maggio 1951, con il quale è stato bandito il concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Frosinone al 30 novembre 1950;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso nominata con decreti dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica in data 26 ottobre 1951 e 28 febbraio 1952, regolarmente pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale*;

Visto l'art. 55 del citato regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la graduatoria di merito del concorso di cui in narrativa, come appresso indicata:

1. Santi dott. Riccardo fu Giovanni . . punti 61,508
2. Migliorati dott. Vittorio di Luigi . » 55,591
3. Iorio dott. Salvatore fu Raffaele . . » 52,439
4. Panaccione dott. Italo di Vincenzo . . » 51,50
5. Mazzoleni dott. Mario fu Angelo . . » 50,178
6. Pacifico dott. Alarico fu Valentino . . » 49,719
7. Ponari dott. Aurelio fu Carlo . . » 49,660
8. Carrocci dott. Benedetto fu Cesare . . » 49,393
9. Giangrande dott. Aurelio fu Antonio . » 48,909
10. Cianci dott. Alfredo di Gregorio . . » 48,826
11. Crescenzi dott Mario di Alcibiade . » 48,804
12. De Bernardis dott. Alberigo di Nazzareno » 48,442
13. Mastrangeli dott. Pio di Remo . . » 47,718
14. Bontempo dott. Ovidio di Mariano . » 47,682
15. Della Vedova dott. Mario fu Giacomo . » 47,292
16. Biagioli dott. Cirano fu Furio . » 47,048
17. Della Penna dott. Vittorio di Cesario . » 46,436
18. Cortese dott. Michele di Filomeno . » 46,275
19. Sarra dott. Giovanni fu Cherubino . . » 46,272
20. Tardioli dott. Alfonso di Angelo . . » 46.196
21. Lopane dott. Tullio di. Vittorio . . » 45,653
22. Di Costanzo dott. Luigi fu Albino . . » 45,173
23. Boldrini dott. Nello fu Giuseppe . . » 45.149
24. Vinciguerra Natale di Luigi . . » 45,095
25. Roffi Isabelli dott. Luigi di Alfonso . . » 44,906
26. Igliozzi dott. Mondino di Giuseppe . . » 44,201
27. Lopane dott. Claudio di Vittorio . . » 43,896
28. Dagnino dott. Vincenzo di Andrea . . » 43.383
29. Mazzoleni dott. Renato fu Angelo . . » 43,09
30. Minchella Antonio di Agostino . » 42,88
31. Guglielmini dott. Mario di Giovanni . » 42,472
32. Tiezzi dott. Gennaro di Adolfo . . » 42,387
33. Copaloni dott. Ugo fu Oriosto . . » 42,004
34. Rosati dott. Fulvio fu Pacifico . . » 41,676
35. Facchielli dott. Arcadio di Leopoldo » 41,50
36. Licursi dott. Mario di Federico . . » 41,485
37. Conte dott. Nicola fu Nicola . . . » 40,955
38. Monti dott. Temistocle fu Carmine . . » 39,764
39. Diamanti dott. Maurizio fu Luigi . . » 38,865
40. Viggiano dott. Augusto fu Giovanni . . » 38,406
41. Nocchi dott. Sauro di Giuseppe » 38,302
42. Mastrodicasa dott. Angelo di Giuseppe » 37,049
43. La Penna dott. Ercole di Carlo . » 36,357
44. Cafiero dott. Mariano di Antonio . . » 35,80
45. Martina dott. Mario fu Giuseppe . . » 35,647
46. Fava dott. Bernardo di Tommaso . . » 35,50
47. Di Mascio dott. Cesare di Andrea » 35 —

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Frosinone, addì 14 gennaio 1953

Il prefetto: TEMPERINI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FROSINONE

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento per i concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il proprio decreto n. 2306 del 20 maggio 1951, con il quale veniva bandito il concorso a posti vacanti di veterinario condotto presso il consorzio di Casalvieri-Casalattico e Fontechiari, comune di Cassino, consorzio di Cervaro, San Vittore e Viticuso, consorzio di Filettino-Trevi Lazio e Vallepietra, consorzio Pignataro Interamna-San Giorgio a Liri e Villa Santa Lucia, consorzio Sant'Apollinare-Sant'Andrea-Sant'Ambrogio sul Garigliano e Vallemaio;

Visto il proprio decreto n. 1232 in data odierna, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito compilata dalla Commissione giudicatrice del concorso di cui sopra.

Visti gli articoli 55 e 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati, compresi nella graduatoria del concorso di cui in narrativa, sono dichiarati vincitori del posto a fianco di ciascuno indicato:

1) Santi dott. Riccardo fu Giovanni: Cassino;

2) Migliorati dott. Vittorio di Luigi: consorzio Pignataro, San Giorgio a Liri e Villa Santa Lucia;

3) Iorio dott. Salvatore fu Raffaele: consorzio Cervaro, San Vittore e Viticuso;

4) Panaccione dott. Italo di Vincenzo: consorzio Casalvieri, Casalattico, Fontechiari;

5) Mazzoleni dott. Mario fu Angelo: consorzio Filettino, Trevi Lazio, Vallepietra;

6) Carrocci dott. Benedetto fu Cesare: consorzio Santo Apollinare, Sant'Andrea, Sant'Ambrogio, Vallemaio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Frosinone, addì 14 gennaio 1953.

Il prefetto: TEMPERINI

(434)

PREFETTURA DI BARI

Graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Bari

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BARI

Visto il decreto prefettizio 11 marzo 1951, n. 807 San., col quale venne bandito, fra l'altro, il concorso per il conferimento di quattro posti di ostetrica condotta, vacanti nella provincia di Bari al 30 novembre 1950;

Riconosciuta la regolarità degli atti della Commissione giudicatrice del concorso nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 20409.2/7458 del 5 febbraio 1952;

Vista la graduatoria formulata dalla predetta Commissione;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, e l'art. 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle candidate che hanno partecipato al concorso in epigrafe:

1. Vallarelli Anna di Michele . . . punti 48 —
2. Stragapede Angela di Francesco . . » 47 —
3. Mio Rina di Sante . . . » 46,18
4. Milone Pancrazia fu Giuseppe . . » 45 —
5. Cortellaro Maria fu Antonio . . . » 44,21
6. Santorsolo Rosa fu Michele . . . » 44,05
7. Miccolis Grazia fu Mauro . . . . » 43,46
8. Castellano Teresa di Francesco . . » 43,25
9. De Vito Francesco Concetta di Vincenzo . » 42,593
10. Guidetti Albertina di Arcangelo . » 42,021
11. Fornaro Carmine di Giovanni » 42 —
12. Carlucci Maria di Carlo . » 40,009
13. Tarulli Carmela di Michele, coniugata con due figli . » 40 —
14. Trentadue Angela di Lorenzo, coniugata con un figlio . » 40 —
15. Spinelli Rosa di Fedele, nata il 17 gennaio 1923 . . » 40 —
16. Basile Vanda di Francesco Paolo, nata il 6 giugno 1927 . . . . » 40 —
17. Mannolo Lydia fu Guglielmo . . . » 39 —
18. De Lena Lucrezia di Michele . . . » 38 —
19. Cannone Caterina di Savino . . . » 36,68
20. Palumbieri Sabina di Giuseppe . . . » 36,06
21. Montaruli Antonia fu Vincenzo » 35,018
22. Morotti Argia fu Alberto, coniugata con un figlio . » 35 —
23. Liberio Nicola di Michelangelo, nata il 1° agosto 1926 . . . . » 35 —

24. Addante Rosa di Giovanni, nata il 20 aprile 1928 punti 35 —
25. Capozzi Nunziata di Emanuele, nata il 7 novembre 1930 » 35 —

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel *Foglio annunzi legali* della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Bari, addì 26 novembre 1952

Il prefetto: CARTA

(279)

PREFETTURA DI CAMPOBASSO

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti al 30 novembre 1950

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CAMPOBASSO

Visti i decreti prefettizi n. 20727 del 16 giugno 1952, e 20708 del 17 giugno 1952, riguardanti l'uno l'approvazione della graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti al 30 novembre 1950, e l'altro l'assegnazione delle condotte delle relative vincitrici;

Vista la deliberazione n. 32, in data 17 settembre 1952, con la quale il Consiglio comunale di Roccamandolfi ha dichiarato, per non aver assunto servizio, dimissionaria dal posto l'ostetrica Zamponi Leontina, vincitrice della condotta suddetta;

Ritenuto di dover provvedere a nuova assegnazione della condotta rimasta vacante;

Interpellate all'uopo le candidate che seguono in graduatoria la rinunciataria ed avuta la dichiarazione della ostetrica Comastri Giacomina che accetta la predetta condotta;

Visti gli articoli 68 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, e 26, 55 e 56 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

L'ostetrica Comastri Giacomina fu Giovanni, vincitrice del concorso di cui in narrativa, è assegnata alla condotta comunale di Roccamandolfi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Campobasso e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura e di quello del comune di Roccamandolfi.

Campobasso, addì 13 gennaio 1953

Il prefetto: LA SELVA

(366)

PREFETTURA DI PALERMO

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Palermo

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PALERMO

Visto il proprio decreto n. 46264 del 6 giugno 1952, col quale venivano assegnate le condotte ostetriche vacanti nella provincia di Palermo alla data 30 novembre 1950, alle candidate dichiarate vincitrici del concorso bandito con decreto prefettizio del 17 marzo 1951, n. 13505;

Considerato che in seguito alla rinuncia di alcune vincitrici occorre modificare il decreto di nomina predetto;

Viste le domande delle candidate con l'indicazione delle sedi preferite;

Viste le dichiarazioni di accettazione o di rinuncia delle candidate stesse;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Alle seguenti ostetriche che regolarmente interpellate hanno dichiarato di accettare la nomina, è assegnata la condotta a fianco di ciascuna indicata secondo l'ordine di preferenza segnato dalle stesse nella domanda di ammissione al concorso di che trattasi:

1) Lo Pipero Giuseppina: Monreale;
2) Giordano Giovanna: Altavilla Milicia;
3) Rubino Nunzia: Misilmeri;
4) Mancuso Serafina: Trabia;
5) Orlando Anna: Contessa Entellina;
6) Silardi Leoluchina: Giardinello;
7) Cirincione Elisabetta: Montelepre;
8) Mazzanobile Lorita: Carini (frazione Villagra);
9) Podiani Lorenza: Ustica;
10) Melito Orsola: Ventimiglia di Sicilia;
11) Lucido Rosa: Vicari;
12) Cavasino Brigida: Geraci Sicula;
13) Borgese Antonietta: Godrano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nella « Gazzetta Ufficiale della Regione siciliana » e pubblicato, per otto giorni consecutivi nell'albo di questa Prefettura e dell'Ufficio provinciale di sanità pubblica di Palermo nonchè nell'albo dei Comuni interessati.

Palermo, addì 13 dicembre 1952

Il prefetto: VICARI

(449)

PREFETTURA DI COSENZA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cosenza

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Veduti i propri decreti n. 42002 e 42002/I in data 17 novembre 1952;

Vedute le rinuncie presentate dalle vincitrici;

Decreta:

Le seguenti partecipanti al concorso a posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di Cosenza, indetto con decreto n. 4425, in data 10 marzo 1952, sono dichiarate vincitrici della sede indicata a fianco di ciascuna:

Burza Antonietta: Plataci.

Cosenza, addì 16 dicembre 1952

Il Prefetto.

(448)

PREFETTURA DI VARESE

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Varese

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto i propri decreti nn. 26096 e 22433 San. in data 27 ottobre 1952, con cui è stata approvata la graduatoria degli idonei a posti di condotte mediche vacanti in provincia di Varese alla data del 30 novembre 1951 e sono state assegnate le sedi ai vincitori del concorso:

Considerato che il dott. Paolucci Guerriero, terzo graduato, assegnato alla condotta medica di Cavaria con Premezzo, Jerago con Orago, Oggiona con Santo Stefano, ha rinunciato alla nomina;

Rilevato che il dott. Castiglioni Dino, quarto graduato ed assegnatorio della condotta di Veddasca con Garabiolo di Maccagno, ha dichiarato di optare per la condotta consorziale di Cavaria;

Ritenuto che il dott. Castiglioni predetto ha diritto alla nomina ai sensi di legge;

Visti gli articoli 26 e 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Castiglioni Dino, domiciliato a Varese, assegnato, quale titolare, alla condotta medica consorziale di Cavaria con Premezzo, Jerago con Orago e Oggiona con Santo Stefano.

Il sindaco di Cavaria, presidente del Consorzio medico, è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Varese, addì 20 gennaio 1953

Il prefetto: VINCENTI

(435)

PREFETTURA DI FOGGIA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Foggia al 30 novembre 1950.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FOGGIA

Visto il proprio decreto 15 novembre 1952, n. 40056, con il quale è stata approvata la graduatoria degli idonei al concorso a posti di veterinario condotto vacanti in Provincia al 30 novembre 1950;

Visto il proprio decreto 15 novembre 1952, n. 40056, con il quale si è provveduto a dichiarare i vincitori del predetto concorso;

Visto il che il dott. Catri Michele ha rinunciato alla condotta veterinaria di Sant'Agata di Puglia;

Ritenuto di dover dichiarare vincitore per la predetta condotta il concorrente idoneo che segue in graduatoria il rinunciatario e che ha chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Considerato che tale concorrente è il dott. Stanzani Lorenzo, il quale, appositamente interpellato, ha accettato la condotta stessa;

Visti gli articoli 26 e 56 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Stanzani Lorenzo è dichiarato vincitore della condotta veterinaria di Sant'Agata di Puglia (condotta unica).

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Foggia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura ed in quello del Comune interessato.

Foggia, addì 12 gennaio 1953

Il prefetto: D'AIUTO

(370)

PREFETTURA DI LA SPEZIA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di La Spezia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LA SPEZIA

Visto il proprio decreto n. 19899/3ª San., in data 22 novembre 1952, col quale veniva approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso per posti di medico condotto vacanti in provincia di La Spezia al 30 novembre 1950, indetto con decreto prefettizio n. 17835/3ª San., del 6 marzo 1951;

Visto il successivo proprio decreto n. 19900/3ª San., col quale venivano dichiarati i vincitori delle condotte messe a concorso;

Considerato che i dottori Schiaffino Alberto, Francini Giorgio, Mauri Mario e Giambastiani Giuseppe, rispettivamente nominati per le condotte di La Spezia 7° reparto, La Spezia 10° reparto, Portovenere e Fezzano (Portovenere) non hanno assunto servizio entro il termine loro prefisso e che quindi debbono ritenersi rinunciatari a tutti gli effetti di legge;

Considerato altresì che i dottori Borrini Luigi, Ravani Luigi, Grazzini Andrea, Beretta Eros e Carassale Francesco hanno, con dichiarazione scritta, rinunciato rispettivamente alle condotte di Beverino-Beverino e Framura, Framura, Rocchetta Vara-Beverino e Framura, Portovenere e Fezzano;

Vista la graduatoria del concorso e le sedi elencate in ordine preferenziale per le quali i singoli candidati hanno inteso concorrere;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I sottoindicati sanitari, compresi nella graduatoria degli idonei del concorso di cui in premessa, sono dichiarati vincitori della condotta a fianco di ciascuno indicata:

1) Lucchetti dott. Emilio: La Spezia (7° reparto);
2) Francini dott. Giorgio: La Spezia (9° reparto);
3) Mauri dott. Mario: La Spezia (10° reparto);
4) Borrini dott. Luigi: Portovenere (capoluogo);
5) Pons dott. Giorgio: Portovenere (Fezzano);
6) Grazzini dott. Andrea: Beverino;
7) Teti dott. Felice: Framura;
8) Giambastiani dott. Giuseppe: Rocchetta Vara.

I sindaci dei Comuni soprasegnati sono incaricati della esecuzione del presente decreto, per quanto di loro competenza.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura ed in quello dei Comuni interessati.

La Spezia, addì 16 gennaio 1953

Il prefetto: FORNI

(368)

PREFETTURA DI CAGLIARI

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Cagliari

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CAGLIARI

Visto il decreto n. 59507/3 del 26 dicembre 1952, con il quale i dottori Loi William, Manco Alberto e Licheri Antonio venivano dichiarati vincitori rispettivamente delle condotte medico-chirurgiche di Arbus, Marrubiu e di Uras;

Considerato che i predetti sanitari non hanno assunto servizio nel termine di legge loro assegnato e che perciò sono stati dichiarati d'ufficio rinunciatari alle rispettive condotte;

Vista la graduatoria del concorso e le sedi richieste in ordine di preferenza dei singoli concorrenti;

Decreta:

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 59507/3 del 26 settembre 1952, il dott. Tocco Federico, domiciliato a San Gavino Monreale, via Convento n. 16, è dichiarato vincitore della condotta medica di Arbus, il dott. Ligia Giuseppe, domiciliato a Marrubiu, via Arborea n. 26, è dichiarato vincitore della condotta medica di Marrubiu ed il dott. Chessa Antonio, domiciliato a Bonarcado, è dichiarato vincitore della condotta medica di Uras.

I sindaci di Arbus, Marrubiu e Uras sono rispettivamente incaricati della esecuzione del presente decreto per quanto di loro competenza.

Cagliari, addì 19 gennaio 1953

Il Prefetto

(502)

PREFETTURA DI FIRENZE

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Firenze

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Visto il decreto n. 58054, del 13 novembre 1952, con il quale l'ostetrica Ruotolo Maria Anna veniva nominata titolare della condotta ostetrica di Borgo San Lorenzo-Polcanto;

Considerato che la precitata ostetrica, con dichiarazione del sindaco di Borgo San Lorenzo n. 8793, del 29 novembre 1952, che trovasi allegata agli atti di ufficio, ha rinunciato alla condotta in parola;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dagli interessati;

Atteso che l'ostetrica Bacciotti Sabatina nei Berni, 25ª classificata, ha chiesto la condotta di Cantagallo-Lucciana;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 58094, del 13 novembre 1952, l'ostetrica Bacciotti Sabatina nei Berni, domiciliata a Cantagallo, frazione Lucciana, è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Borgo San Lorenzo-Polcanto.

Il sindaco del comune di Borgo San Lorenzo è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 8 gennaio 1953

Il prefetto: GARGIULO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Visto il decreto n. 37998, dell'8 luglio 1952, con il quale l'ostetrica Mannucci Ortensia veniva nominata titolare della condotta ostetrica di San Piero a Ponte-Campi Bisenzio;

Considerato che la precitata ostetrica Mannucci Ortensia, con dichiarazione che trovasi allegata agli atti di ufficio ha, con data 2 dicembre 1952, accettato la nomina in altra condotta (Ponte a Greve Firenze), rinunciando alla condotta di San Piero a Ponte di Campi Bisenzio;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dagli interessati;

Atteso che l'ostetrica Castaldi Pia, classificata 22ª, ha chiesto la condotta di San Piero a Ponte-Campi Bisenzio;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 37998, dell'8 luglio 1952, l'ostetrica Castaldi Pia, domiciliata a Sinalunga (Siena), è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di San Piero a Ponte-Campi Bisenzio.

Il sindaco del comune di Campi Bisenzio è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 8 gennaio 1953

Il prefetto: GARGIULO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Visto il decreto n. 37998, del 3 luglio 1952, con il quale l'ostetrica Mazzei Nella veniva nominata titolare della condotta di Ponte a Cappiano-Fucecchio;

Considerato che la precitata ostetrica Mazzei Nella ha rinunciato alla condotta in parola;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dagli interessati;

Atteso che l'ostetrica Tofanelli Eda nei Lensi, 26ª classificata, ha chiesto la condotta di Ponte a Cappiano-Fucecchio;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 37998, del 3 luglio 1952, l'ostetrica Tofanelli Eda nei Lensi, domiciliata a Vinci, è dichiarata vincitrice della condotta di Ponte a Cappiano-Fucecchio.

Il sindaco del comune di Fucecchio è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 12 gennaio 1953

Il prefetto: GARGIULO

(367)

PREFETTURA DI BRINDISI

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Brindisi

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BRINDISI

Visto il proprio decreto n. 25380, in data 3 novembre 1952, con il quale si provvedeva alla dichiarazione dei vincitori del concorso per i posti di medico condotto, vacanti in provincia di Brindisi al 30 novembre 1948, nell'ordine seguente:

1) Antonucci dott. Emilio: condotta sanitaria di Erchie;
2) Silvestre dott. Ferdinando: seconda condotta sanitaria di Francavilla Fontana;
3) Notari dott. Stefano Carmelo: condotta sanitaria di San Michele Salentino;

Vista la lettera n. 2885, in data 3 dicembre 1952, con la quale la rappresentanza provinciale degli invalidi di guerra di Brindisi; premesso che il dott. Milone Giuseppe, invalido di guerra, è riuscito idoneo e classificato al 7° posto nel concorso bandito per i posti di medico condotto, vacanti in provincia di Brindisi al 30 novembre 1948, chiede, a favore del dott. Milone l'applicazione dell'art. 9 della legge 3 giugno 1950, n. 375, in quanto il predetto sanitario, nella domanda di ammissione al concorso ha indicato, nell'ordine di preferenza, la seconda condotta medica di Francavilla Fontana, condotta che, essendo stata a suo tempo la prima condotta dello stesso Comune, ricoperta da sanitario non invalido di guerra, costituisce condotta « plurima »;

Vista la successiva lettera n. 2964, in data 16 dicembre 1952, con la quale la suddetta rappresentanza, nell'illustrare i motivi già esposti nella su citata lettera, richiama i principi giurisprudenziali attinenti ai concorsi che interessano i Comuni che abbiano condotte plurime;

Ritenuto, circa i motivi addotti dalla suddetta rappresentanza che, in effetti, la costante giurisprudenza ha affermato, nei concorsi per posti di sanitario condotto, dover trovare applicazione la legge sul collocamento obbligatorio degli invalidi di guerra, dovendosi detti posti considerare iniziali, e come tali « ultimi posti di ruolo »;

Ritenuto che, per quanto riguarda i Comuni che abbiano pluralità di condotte sanitarie, la stessa giurisprudenza, pur riconoscendo che ciascuna delle condotte sanitarie vacanti messa a concorso con unico bando prefettizio, costituisce oggetto di un distinto a autonomo concorso, ha altresì affermato che non è già l'unicità del posto messo a concorso che può escludere l'applicabilità della legge sul collocamento obbligatorio degli invalidi, bensì la unicità del posto di ruolo;

Ritenuto, che avendo il comune di Francavilla nella propria pianta organica due posti di medico condotto, di cui uno già coperto in via normale, lo stesso Comune manca della percentuale di invalidi da assumere come per legge;

Considerato, pertanto, che alla stregua delle disposizioni di legge e dei principi giurisprudenziali su cennati, la richiesta della suddetta rappresentanza si appalesa legittima e quindi meritevole di accoglimento;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi a posti di sanitario condotto al servizio dei Comuni delle provincie;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265, delle leggi sanitarie, modificato con legge 1° maggio 1941, n. 422, e successive modifiche;

Decreta:

E' revocato il proprio decreto n. 25380, in data 3 novembre 1952.

Sono dichiarati vincitori del concorso per i posti di medico condotto vacanti in provincia di Brindisi al 30 novembre 1948, e nelle sedi qui appresso indicate, i seguenti concorrenti idonei:

1) Antonucci dott. Emilio: condotta sanitaria di Erchie;
2) Milone dott. Giuseppe: seconda condotta sanitaria di Francavilla Fontana;
3) Silvestre dott. Ferdinando: condotta sanitaria di San Michele Salentino.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Brindisi, addì 12 gennaio 1953

Il prefetto: DONATO

(333)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.